

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de solidarité ou de soutien.

Gérard Chaliand, Jean-Pierre Rageau
Géopolitique des empires
Champs Flammarion 2010 édition originale

Avant-propos

Une géopolitique des empires ou une géohistoire, centrée sur la longue durée, n'a jamais été tentée. Notre entreprise s'efforce de combler cette lacune. (...) Longtemps, les empires se sont bâtis par continuité territoriale et non surtout outre-mer comme à l'époque coloniale. L'Égypte, la Mésopotamie, l'Iran, la Chine par exemple ont été matrices d'empires à diverses époques pendant des durées parfois considérables. Sans céder à un déterminisme, le rôle de la géographie dans l'histoire n'a pas été mince.

Le concept d'empire peut être défini, avec plus ou moins de précision, par la domination exercée par un groupe humain sur des populations aux origines ethniques ou religieuses différentes. Il implique l'expansion territoriale réalisée par la violence ou l'intimidation. (...) Menacés de l'extérieur, minés par des crises internes, (les empires) s'effondrent lorsqu'ils sont excessivement étirés ou par usure, lorsque décline leur volonté impériale.

Les grands empires, à l'exception de ceux de la période coloniale, ont quasiment tous été des empires asiatiques. L'Europe de toute façon est géographiquement trop limitée pour permettre la création d'un vaste empire sinon outre-mer. Même l'Empire napoléonien reste très modeste par rapport à celui d'Alexandre ou de Gengis Khan. On ignore généralement le rôle majeur joué durant près de deux millénaires par les nomades de haute Asie (le monde des steppes) à la fois comme destructeurs et comme bâtisseurs d'empire. Ces groupes nomades n'appartiennent à aucun peuple en particulier, mais à un mode de vie pastoral et guerrier dont la prédation constitue l'une des activités. Leurs marques dans l'histoire sont nombreuses et les empires qu'ils ont constitués, eux ou leurs héritiers, sont célèbres : Mongols, Mandchous, Ottomans, Moghols, etc.

Notre *Géopolitique des empires* traite surtout d'empires mal connus parce qu'ils figurent modestement dans nos manuels. Nous ne faisons en revanche qu'esquisser ce qui est familier comme la Grèce, Rome et l'Europe occidentale.

I L'ORIENT ET L'ANTIQUITÉ

1 Le Proche-Orient

Durant le premier millénaire de son histoire, l'Égypte, protégée à l'ouest par le désert et à l'Est par le Sinaï, ne connaît guère d'agressions. Son isolement la préserve. Sa géopolitique aura longtemps été déterminée par le seul contrôle du fleuve auquel le pays doit son existence.

Peu avant 1700 avant notre ère, de façon inattendue, surgit par le Sinaï l'invasion des Hyksos qui introduisent le cheval et le char de combat. Ils dominent, pour plus d'un siècle, le pays jusqu'à ce que les Égyptiens reprennent le pouvoir, à partir du Sud (Thèbes), créant ainsi le Nouvel Empire (-1550). Ce dernier est, en fait, la véritable période impériale pharaonique. *Les pharaons ont conscience, après l'éviction Hyksos, de la vulnérabilité de l'Égypte sur son flanc oriental. Par souci de sécurité, il faut par conséquent contrôler le couloir syro-palestinien.*

C'est là que, sous Ramsès II, a lieu, entre l'Empire égyptien et les Hittites qui dominent l'Anatolie centrale, la bataille de Kadesh (-1299). C'est la deuxième plus ancienne bataille attestée de l'histoire (la première, remportée par Thoutmosis III, celle de Megiddo – où se sont déroulées maintes batailles de l'Antiquité à nos jours –, porte le nom d'une ville située aujourd'hui en Israël).

La Mésopotamie, la plaine entre les deux fleuves, est sans défense naturelle. Contrairement à l'Égypte, elle n'est pas protégée par l'isolement. Au cours de l'Antiquité, l'histoire en est fort mouvementée. La sécurité de cet îlot fertile dépendait surtout de la puissance des États qui s'y constituaient. Entre le Nil et l'Indus, la plaine mésopotamienne n'a pas d'équivalent. Le Tigre et l'Euphrate prennent leur source au nord-est de l'Anatolie, qu'on appelait autrefois « les monts d'Arménie ».

Contrairement au Nil qui inonde librement sa vallée puis s'en retourne dans son lit, les crues des fleuves mésopotamiens nécessitent un système de digues, de canaux et de réservoirs pour irriguer convenablement la plaine, ce qui exige une main-d'œuvre nombreuse et une organisation centralisatrice. (...) En ce sens, la prospérité de la Mésopotamie est moins un don qu'une conquête.

Au cours de l'histoire, la Mésopotamie connaît une opposition nette entre le Sud, où naît Sumer, puis Akkad, formant par la suite la Babylonie, et le Nord où se situe l'Assyrie. Sur la très longue histoire ancienne de la Mésopotamie, qui couvre trois millénaires, celle-ci ne connaît que quatre empires dont le premier est celui de Sargon d'Akkad, qui régna durant cinquante-cinq années (de -2334 à -2279).

Le premier empire de l'histoire, celui de Sargon d'Akkad et de son petit-fils Naram-Sin, dure environ un siècle. Il réunit, pour la première fois, le sud, le pays de Sumer et le nord de la Mésopotamie et s'étend du Golfe jusqu'au nord de la Syrie et au littoral méditerranéen. Naram-Sin – dont la stèle triomphale est au Louvre – se proclame « souverain des Quatre Régions », soit le monde de l'époque aux quatre points cardinaux. Un empire à ses yeux universel.

Le modèle impérial créé par Sargon débouchant sur deux mers est celui des empires ultérieurs, qu'ils soient babylonien ou plus tard néobabylonien, et n'est dépassé que par le plus puissant d'entre eux, l'Assyrie. Il préfigure aussi leur trajectoire : des conquêtes rapides

menées par des souverains énergiques, des conflits récurrents aux marches, ponctuées de révoltes, des peuples récemment soumis. Enfin, chaque fois, le coup de grâce infligé par des rivaux souvent coalisés qui profitent de l'affaiblissement dû à l'étirement excessif du domaine impérial et de la médiocrité des derniers souverains.

Pour tous les États mésopotamiens, le problème récurrent est celui de l'extrême vulnérabilité de la plaine entre les deux fleuves. Il faut, chaque fois, lutter sur plusieurs fronts et s'efforcer non seulement d'étendre sa domination sur l'ensemble mésopotamien, mais aussi de contenir la menace des puissances périphériques.

Les conquêtes assyriennes portent l'empire à une exceptionnelle extension. (...) La conquête de l'Égypte est finalement entreprise (...) jusqu'à Thèbes, soit à plus de deux mille kilomètres de Ninive, la capitale assyrienne. Cette expansion implique une armée de métier, innovation assyrienne permettant une présence permanente dans les pays conquis, une réserve mobilisable en cas de nécessité. La levée saisonnière des troupes qui était jusque-là générale au Proche-Orient, déterminée par les travaux des champs, est désormais un système dépassé. (...) Cette formidable machine de guerre a de surcroît une réputation fondée sur la terreur, souvent paralysante pour les adversaires. La pratique de la déportation de masse de populations devient systématique.

Lorsque son dernier souverain, au nom célèbre d'Assourbanipal, triomphe après avoir subjugué son dernier ennemi, l'Élam, dont il détruit la capitale, Suse, il ne reste plus que quelques dizaines d'années avant que l'empire, démesurément étiré, ne succombe sous les coups des Mèdes (issus d'Iran) alliés à Babylone ; Ninive est mise à sac (-612). Ainsi finit le plus vaste empire du Proche-Orient.

L'Empire néobabylonien, né sur les cendres de celui de l'Assyrie (VII^e siècle avant notre ère), tombe sans mal aux mains de Cyrus II, roi des Perses (-539). Ces derniers érigent le plus vaste et le plus durable des grands empires de l'Antiquité. *En fait, avec la prise de Babylone par les Perses, la longue histoire de la Mésopotamie antique prend fin. Désormais, l'histoire de la région se joue sur un théâtre beaucoup plus étendu, qui va jusqu'aux marches de l'Inde.*

L'Iran. Les Perses (dynastie achéménide, VII^e au IV^e siècle avant notre ère) s'emparent du plus vaste empire que le monde ait connu jusque-là grâce à Cyrus II. Celui-ci s'attaque d'abord au royaume lydien de Crésus en Anatolie occidentale, puis se rend maître des cités grecques d'Ionie, le long de la mer Égée. Par la suite, il mène une politique expansionniste vers l'est de l'Iran, puis vers l'Indus, le Turkestan au nord et enfin vers l'Afghanistan. De l'Égée aux marches de l'Inde, l'empire s'étend sur quatre mille kilomètres.

Contrairement aux despotes de son époque, Cyrus, par politique, traite les vaincus avec mansuétude et ne leur impose de modifier ni leurs traditions ni leurs croyances. Cette politique porte ses fruits : Babylone tombe sans mal (-539) et il en libère les esclaves, dont les Judéens. La ville n'est pas pillée, les dieux de Sumer –et d'Akkad restent honorés. Babylone est, à l'époque, la ville par excellence. Pour deux siècles, c'est la paix achéménide.

Sur le plan religieux, les Perses sont des adeptes de Zarathoustra ou plus précisément du mazdéisme, doctrine fondée sur la lutte entre le bien (Ahura-Mazda) et le mal (Ahriman) dans laquelle l'espèce humaine, par sa conduite vertueuse, peut hâter la venue du bien et la rénovation du monde. Écrite en avestique, la doctrine pourrait remonter au XIII^e siècle avant

notre ère. Les similitudes avec le judaïsme et le christianisme ne manquent pas : jugement dernier, purgatoire, paradis, enfer, etc. Les parsis, héritiers de cette religion, ont été persécutés, en Iran surtout, à partir du IX^e siècle de notre ère et se sont, en partie, réfugiés en Inde.

Au cours de l'histoire, le vaste plateau iranien a été le centre de gravité de nombre d'empires après celui des achéménides, à commencer par celui d'Alexandre (-331/-323). Cette aire, qui va de l'Asie centrale steppique à l'Indus, est successivement plus ou moins entièrement occupée par les Parthes (dynastie Arsacide du III^e siècle avant notre ère au III^e siècle), par l'Empire sassanide (III^e au VII^e siècle), par la dynastie turque des Seldjoukides (X^e au XIII^e siècle), par Tamerlan (XIV^e siècle), puis par les Séfivides chiites (XVI^e au XVIII^e siècle), enfin brièvement par Nadir Shah, qui s'empare de Delhi au XVIII^e siècle. La géographie explique cette particularité récurrente. Le Nord steppique est seulement séparé du plateau iranien par un fleuve, l'Oxus, aujourd'hui appelé l'Amu Daria, tandis qu'au sud-est on débouche sur le Sind et l'Inde. *Traditionnellement, le plateau iranien est surtout menacé par le nord, d'où déferlent des vagues nomades d'abord d'origines indo-européennes puis, par la suite, mongoles et surtout turcophones.*

Dès le début du deuxième millénaire jusqu'à l'expansion coloniale européenne au XIX^e siècle, le persan est la langue de culture de l'Asie centrale à l'Inde du Nord. La perception qu'a l'Iran classique de lui-même est que son adversaire principal est le Touran, soit les nomades turcophones d'Asie centrale. Longtemps, en effet, comme la Chine, l'Iran exerce une fascination pour les prédateurs des steppes de haute Asie.

Les récents bouleversements en Irak renforcent (l') influence régionale (de l'Iran) confortée, depuis quelques décennies, par un réveil du chiisme dans des pays à majorité sunnite où celui-ci était ou demeure opprimé ou méprisé. Quelle que soit l'appréciation que l'on puisse porter sur le régime institué en 1979 par les ayatollahs, c'est la première fois, à l' »poque contemporaine, que l'Iran échappe à la domination indirecte de l'Europe et des États-Unis. Cependant, au terme de trois décennies de pouvoir des mollahs, le bilan du régime est médiocre.

2 Le monde grec et gréco-romain

La Grande-Grèce, née sur les rives occidentales de la Turquie d'aujourd'hui, embrasse la Méditerranée avec pour centres la Grèce et la Sicile. Elle s'étend jusqu'à la Crimée. Matrice intellectuelle fondamentale de ce que nous appelons l'Occident, elle est à l'origine du plus éphémère et du plus vaste empire de l'Antiquité : celui du Macédonien Alexandre. *L'Empire romain d'Orient fut le véritable rempart du christianisme.* Aussi ce monde gréco-romain, au sens entier, est-il le fondement de l'Europe et de ses extensions.

La chute de l'Empire romain d'Occident (476) ne doit pas faire oublier qu'avant celui-ci, le christianisme est proclamé religion d'État à Constantinople et que les grands conciles fondateurs se tiennent, dans l'Empire romain d'Orient, en grec (...). Le schisme, faut-il le rappeler, ne date que du milieu du XI^e siècle (1054). L'Empire romain d'Orient introduit le christianisme chez les Slaves du Sud, les Roumains, dans la Russie kiévienne (X^e siècle), avant d'être perfidement frappé par les Vénitiens qui détournent de son objet la quatrième croisade (sac de Constantinople en 1204). L'empire, bien qu'affaibli, est restauré (1261) et ne disparaît qu'en 1453. Le legs grec fertilise par la suite l'Europe, à partir de la Renaissance, et constitue une des matrices essentielles de l'Occident.

L'empire d'Alexandre le Grand, le conquérant majeur de l'Antiquité, surpassé seulement au XIII^e siècle par le Mongol Gengis Khan, s'inscrit dans la même aire que celle des Achéménides, à l'exception notable de l'avancée aux marches de l'Inde. Alexandre fonde un immense et bref empire tout entier lié à son destin individuel, mais qui diffuse la culture hellénistique en Asie. (...) Pour unifier l'empire, Alexandre adopte la conception du roi-dieu devant laquelle les Macédoniens refusent de se plier. En -323, à l'âge de trente-trois ans, Alexandre disparaît. Ses généraux se partagent l'immense empire : Macédoine et Grèce du Nord ; Égypte sous Ptolémée, avec Alexandrie pour capitale et surtout la part que se taille Séleucos : la Mésopotamie et la Syrie, avec Antioche pour capitale et l'Asie mineure jusqu'en Bactriane.

Bientôt cependant, en Grèce et en Macédoine se fait sentir la pesée de la puissance montante de Rome (vers -200). En moins de deux siècles, celle-ci va prendre possession d'une importante partie des territoires que s'étaient partagés les héritiers d'Alexandre.

Rome s'impose à partir du début du III^e siècle avant notre ère, en maîtresse de la majeure partie de la péninsule italienne. Protégée, au Nord, par les Alpes, la République romaine établit son hégémonie en Méditerranée occidentale en éliminant son rival carthaginois au terme de trois guerres dites puniques, entre le milieu du III^e et du II^e siècle avant notre ère : la première pour le contrôle de la Sicile ; la deuxième concerne la contre-offensive d'Hannibal ; la troisième se clôt avec la destruction de Carthage (-146). La conquête de la Méditerranée orientale, menée partiellement entre la deuxième et la troisième guerre punique, parachève le contrôle maritime malgré les résistances locales parfois très pugnaces.

La péninsule ibérique est conquise (-19), la Gaule avait déjà été soumise par César (-52) ; une tentative de soumettre la Germanie, jusqu'à l'Elbe, se solde par un désastre et trois légions sont perdues (-9). Désormais, la frontière est sur le Rhin. À l'est, elle est sur l'Euphrate. Toujours sous le règne d'Auguste, l'Illyrie rebelle (Croatie actuelle), la Macédoine et la Moldavie rejoignent le giron romain (-4) ; la frontière est sur le Danube. La politique menée à l'égard des Parthes établit une règle sur laquelle Rome ne transige pas : l'Arménie doit constituer un État tampon entre les deux empires.

Sur le front parthe, une lourde défaite est essuyée à Carrhée (-53) par Crassus : le mode de combat des cavaliers-archers d'origine steppique l'emporte sur les légions. Une crise s'ensuit concernant l'Arménie et son statut d'État tampon. L'empire est proclamé (-27). Le limes (mur frontière) est en voie d'édification, à la fin du 1^{er} siècle, sur le Rhin et le Danube. La (Grande) Bretagne est conquise jusqu'à l'Écosse (mur d'Hadrien).

Le système romain perdure grâce à une domination directe confortée par une périphérie d'États-clients (Luttwak). Il est fondé sur l'économie des forces. Au moment de sa plus grande expansion, Rome compte une trentaine de légions (environ six mille hommes), soit moins de deux cent mille combattants (les auxiliaires pouvant sans doute atteindre un chiffre égal). Un tiers des légions est posté sur le Rhin ; le périmètre final du limes fluvial Rhin/Danube est établi sous les Antonins. Le dense réseau des voies romaines est à la fois instrument militaire et facteur de romanisation et d'échanges.

C'est sous Trajan que l'empire atteint son extension la plus grande, bien qu'elle soit éphémère : Mésopotamie, Arménie et, plus durablement, Dacie (Roumanie). Le II^e siècle et le

début du siècle suivant marquent l'apogée de l'empire malgré les crises internes. L'édit de Caracalla accorde la citoyenneté romaine à tous les habitants libres de l'empire (212).

À partir du milieu de III^e siècle, la crise interne due à la conjonction d'un pouvoir impérial trop faible, de la place croissante occupée par des militaires concurrents, de la dégradation des conditions économiques et de la dépréciation de la monnaie avive les tensions sociales. L'essor du christianisme en est un des signes. Les adeptes sont persécutés (250, 303) tandis que de nombreux « barbares » sont admis dans l'armée pour faire face aux menaces frontalières. Dioclétien réorganise l'armée et réussit à défaire les Perses, les Goths et les Francs, assurant un répit en ce IV^e siècle où l'empire est menacé de toutes parts. Les Goths montent en puissance et se divisent en Wisigoths, au nord du Danube, et en Ostrogoths. Ce sont les premiers qui, un siècle plus tard, triomphent de l'empereur Valens à Andrinople (378) grâce à leur cavalerie.

Constantin, qui publie un édit de tolérance (313) concernant les cultes - dont le christianisme -, règne comme seul maître dans la nouvelle capitale de l'empire (330). Le christianisme devient religion d'État (391). L'empire est partagé (395) en deux parties : Occident et Orient. La pression des Germaniques augmente. Rome subit un premier sac par les Wisigoths (410). Les Huns sont cependant contenus près de Châlons (champs Catalauniques, 451), mais Rome est pillée à nouveau par les Vandales et s'effondre en 476.

L'empire dont la durée dans l'histoire est la plus longue est l'Empire romain d'Orient (395-1453), même si l'on peut situer sa véritable fin à la catastrophe de 1204, lorsque la quatrième croisade, sur l'instigation de Venise, est dévoyée vers Constantinople. Lorsqu'en 476, l'Empire romain d'Occident disparaît, Constantinople est déjà la cité la plus peuplée du monde avec quelque deux cent mille habitants et des murailles imprenables pour l'époque.

La géopolitique byzantine s'articule autour de cette cité, centre de la chrétienté (avec Rome, Alexandrie, Antioche et Jérusalem). C'est dans l'Empire romain d'Orient que se tiennent les quatre conciles œcuméniques qui fixent les dogmes fondamentaux sur lesquels repose l'Église chrétienne qui est une jusqu'en 1054 (à l'exception des Églises d'Orient condamnées pour hérésie). L'Empire romain d'Orient, dont le centre de gravité, Constantinople, se trouve au carrefour majeur de la masse eurasiatique, est à peu près constamment en guerre.

Pour une brève période, Justinien va quasiment restaurer territorialement l'Empire romain : reconquête de l'Afrique du Nord sur les Vandales grâce à Bélisaire, de l'Italie sur les Ostrogoths grâce à Narsès, des côtes méridionales de l'Espagne sur les Wisigoths. Les Sassanides profitent de la difficile reconquête de l'Italie pour reprendre les hostilités.

Après la mort de Mahomet (632), les armées arabes, portées par l'élan religieux, la perspective du butin et de remarquables capitaines parviennent, en quelques batailles décisives, à mettre à bas la dynastie sassanide et à s'emparer des possessions de l'Empire romain d'Orient en Syrie-Palestine et en Égypte.

Mais les Arabes connaissent bientôt la très importante querelle de succession qui fonde le schisme entre sunnites et chiites, ce qui laisse un répit à Constantinople pour se réorganiser. (...) Le système routier, l'existence d'une flotte importante, la discipline des troupes, la capacité d'adaptation aux modes de combat des adversaires, l'excellence des

techniques de siège rendent les forces de l'Empire romain d'Orient redoutables. La diplomatie joue un rôle essentiel. Les traités militaires (...) sont d'une exceptionnelle qualité.

L'empire qui, du temps de Justinien (VI^e siècle), parvint à quasiment reconstituer le territoire tenu par Rome, a survécu aux deux défis majeurs des deux siècles suivants : celui des sassanides et celui des Arabes après leur conversion à l'islam. (...) Tous les manuels de stratégie byzantins mettent l'accent sur la prudence, le stratagème, la surprise, l'économie des forces, l'étude des méthodes de l'adversaire et la réflexion sur les adaptations nécessaires pour y répondre. Le front oriental, avec l'Arménie pour zone tampon, est privilégié jusqu'au IX^e siècle, car l'essentiel du danger vient de là. Par la suite, la menace bulgare devient principale durant la dynastie macédonienne.

La flotte byzantine joue un rôle important au moins jusqu'au XII^e siècle. (...) L'empire double son territoire, surtout au X^e siècle (...) La reconquête se fait contre l'Islam, tandis que, vers la fin du X^e siècle, tous les rivaux ont été battus dont les Bulgares, ou sont devenus des alliés comme les Russes. Tandis que l'Europe et l'Église de Rome convertissent les Hongrois, les Croates, les Slovènes, les Polonais, les Tchèques et les Baltes, Constantinople convertit les Bulgares, les Russes, les Serbes, les Macédoniens et les Roumains.

Entre-temps, l'Europe occidentale se renforce. La chrétienté occidentale (le schisme date de 1054 et, au début, ne paraît pas définitif) connaît une vigoureuse croissance agricole et démographique au XII^e siècle. La première croisade (1096-1099) atteste de la nouvelle puissance de la chrétienté latine.

L'infiltration turcophone en Asie Mineure n'apparaît pas, à ses débuts, telle une conquête organisée, mais telle une de ces coulées nomades dont l'empire avait l'habitude et dont il triomphait en jouant un groupe nomade contre un autre depuis des siècles. Mais cette fois, l'empire perd progressivement sa base démographique principale : l'Anatolie et l'Arménie.

Les frictions entre Latins et Byzantins apparaissent tandis que Constantinople, économiquement en déclin, fait de larges concessions commerciales aux Vénitiens (...). Par la suite, en accord avec Gênes, les biens des Vénitiens à Constantinople sont confisqués. (...) Tout cela mène au dévoiement, par Venise, concurrente commerciale, de la quatrième croisade lors de laquelle Constantinople est mise à sac (1204). Le cœur de l'empire, Constantinople et les détroits, devient l'Empire latin d'Orient (1204-1261). Quand l'empire est restauré, en 1261, après un épisode latin, il n'est pratiquement plus que l'ombre de lui-même.

Le siège est mis devant Constantinople, au début de l'année 1453, défendue par quelques milliers de Grecs et de Génois. L'ère du canon, issu d'Europe, commence en cette année et vient à bout des murailles établies un millénaire plus tôt. Le 29 mai 1453, l'assaut final est donné. L'Empire romain d'Orient cesse d'exister. Son système de thèmes, sa flotte, sa diplomatie, le feu grégeois et la discipline de ses troupes qui s'adaptent aux modes de combat des adversaires lui ont permis de durer. D'adversaire en adversaire, sur deux fronts bien souvent, entre les vidées impériales des uns et les ruées nomades des autres, l'empire a incarné une combinaison d'usage intelligent de la force et de subtilité diplomatique rares dans l'histoire.

3 Asie hindouisée – Asie sinisée

On appelle hindouisée l'Asie du Sud-Est dans la mesure où, dans le passé, l'influence religieuse et culturelle de la civilisation indienne a été déterminante : Birmanie, Sri Lanka, Thaïlande, Cambodge, Laos, Indonésie.

On appelle Asie sinisée le Vietnam, la Corée et le Japon qui, bien sûr, ont chacun leur originalité. Ces sociétés ont adopté le système d'écriture chinois ou idéogrammes et surtout de très larges caractéristiques de la culture et de la civilisation chinoises. (...) Cette aire, qui va de l'Inde au Japon, représente environ les deux tiers des habitants du globe. Contrairement à une idée répandue, l'émergence de cette partie de l'Asie à l'époque contemporaine n'est pas aussi récente qu'on le croit. En 1840, la Grande-Bretagne fait plier la Chine lors de la guerre de l'opium. Un siècle plus tard, les troupes nord-coréennes et chinoises obligent les Américains à se contenter d'un compromis en Corée. En 1854, il suffit de la menace américaine d'intervenir pour que le Japon ouvre ses ports. En 1941, même s'il finit par être vaincu, le Japon déclare la guerre aux États-Unis et lui tient tête durant trois années et demie.

Le Vietnam est vaincu par les Français avant la fin du XIX^e siècle. Soixante ans plus tard, la France est militairement battue à Dien Bien Phu (1954). Et vingt ans après, les Américains connaissent un échec politique retentissant au Vietnam. Aujourd'hui, la Chine et le Japon se classent deuxième et troisième puissances économiques mondiales. L'Inde fait déjà partie des dix premiers.

L'Inde, protégée presque entièrement par la barrière himalayenne, est traditionnellement envahie par le nord-ouest. (...) De toutes les civilisations eurasiatiques, l'Inde, bordée par la mer à l'est et à l'ouest, par la chaîne de l'Himalaya au nord, aurait dû être la plus aisée à unifier administrativement. Or cela n'a nullement été le cas durant la plus grande partie de l'histoire.

L'hindouisme des conquérants aryens, qui débouchent par le nord-ouest à la fin du deuxième millénaire avant notre ère, repose sur un système de castes dans lequel la peau claire est valorisée. Les Dravidiens à peau sombre occupent le Sud où ils ont été repoussés. Les castes – qui ne comprenaient pas les intouchables – sont au nombre de quatre : les prêtres : *Brahmanes* ; les guerriers : *Khsatriya* ; les marchands, paysans et artisans : *Vaisya* ; les serviteurs : *Sudra*. Vers -500, l'hindouisme, qui s'est répandu sur l'ensemble du sous-continent, voit apparaître des religions concurrentes : le jaïnisme et surtout le bouddhisme qui, par la suite, connaît une grande expansion en Asie orientale.

À partir du XI^e siècle, l'Inde est graduellement investie par les musulmans, souvent originaires du Turkestan, mais frottés de culture persane. Le fait que l'empire des Indes, à la veille de la partition, compte un large tiers de musulmans ne s'explique pas par la démographie des conquérants ; les conversions, particulièrement parmi les basses castes, ont été nombreuses, surtout à l'époque moghole.

La Compagnie britannique des Indes s'établit à Calcutta et, au milieu du XVIII^e siècle, Français et Anglais se disputent la prééminence jusqu'en 1757 (bataille de Plassey) où les Français renoncent à leurs prétentions. (...) L'extension britannique surtout, menée par l'armée privée de la Compagnie des Indes, s'étend d'abord le long de la côte est, puis, à l'époque de Wellesley – futur duc de Wellington – jusqu'à Delhi, le long du Gange (vers 1804). Les Britanniques, cependant, rencontrent une sévère résistance menée par les Mahrattes. Il faut trois guerres pour les réduire, entre 1750 et 1818. Avec l'annexion du

Pendjab (1849), le pays est entièrement contrôlé, soit directement, soit indirectement. La *Pax britannica* s'établit jusqu'à la « grande mutinerie » de 1857 qui dresse les Cipayes (troupes indigènes) contre les Anglais et embrase toute la plaine indo-gangétique. Après la réduction de la mutinerie, c'est désormais l'État britannique qui prend en charge l'administration des Indes.

Les relations de l'Inde avec la Grande-Bretagne et l'Occident n'ont pas été conflictuelles au lendemain de l'Indépendance. Celle-ci s'est soldée par une dramatique partition réclamée par Ali Jinnah, fondateur du Pakistan (...). *C'est (...) grâce au principe démocratique – une personne, une voix – que l'Inde redevient souveraine après avoir été sous la domination séculaire, partielle ou totale de dynasties musulmanes. En conséquence, les relations entre l'Inde et l'Occident ont été cordiales et n'ont pas connu le ressentiment que peuvent éprouver la Chine depuis la guerre de l'Opium, ou les sociétés musulmanes du Machrek et du Maghreb.*

Le monde des steppes, qu'on appelle la haute Asie, terme plus juste que celui d'Asie centrale, est aussi vaste que la Chine, mais n'a qu'une population très réduite, même aujourd'hui. Les divers peuples de la steppe (Scythes et apparentés, Xiongnu, Huns, Parthes, Avars, Magyars, turcophones, Mongols, Mandchous, etc.) n'appartiennent pas au même groupe ethnique ou linguistique, mais leur organisation, leur mode de vie, dictés par les conditions géographiques, sont similaires. Dépendant essentiellement de leurs troupeaux de moutons et de chevaux, ces groupes nomadisent de manière saisonnière sur des distances relativement limitées. Les familles sont regroupées en clans, et ceux-ci en tribus sous la direction de chefs sélectionnés pour leurs capacités militaires. Fréquemment, les tribus s'affrontent et parfois, sous la direction d'un dirigeant exceptionnel, s'unissent et constituent dès lors une menace mortelle pour les États sédentaires.

Le monde des steppes s'étend de la Mandchourie à la Mer Noire et au-delà, jusqu'à la puszta hongroise, son avancée ultime. Le centre de gravité de cette aire se situe entre la Mongolie et le lac Baïkal. Les rapports entre nomades et sédentaires sont potentiellement conflictuels. Lorsqu'il y a un équilibre relatif des forces, on échange des biens, on use de diplomatie, on cherche à neutraliser par des unions de princesses avec des chefs de tribus. Dès que les nomades se sentent puissants, ils lancent des incursions ou parfois un assaut général. Lorsque l'État peut user de la force avec quelques chances de succès, il prend l'offensive pour affaiblir les nomades et les repousser le plus loin possible après leur avoir infligé des pertes.

Ces populations nomades ont, à maintes reprises, déstabilisé les États sédentaires au cours de l'histoire, à l'échelle de l'Eurasie tout particulièrement, durant le millénaire qui va du IV^e au XV^e siècle, des Huns aux Mongols, en passant par diverses vagues de turcophones. Parfois, ils ont réussi à bâtir des États plus ou moins éphémères avant d'être eux-mêmes balayés par une nouvelle vague nomade. Les États les plus menacés ont été l'Empire byzantin, l'Inde, la Russie de Kiev et de Moscou, l'Iran et la Chine qui connaît la menace constante des incursions et des occupations parfois intégrales sur son territoire. L'Europe elle-même fut ravagée par les Huns, les Magyars et les Mongols.

La Chine naît au nord, le long du fleuve jaune, il y a cinq mille ans. (...) *Le danger, avant même la formation de l'État chinois unifié (III^e siècle avant notre ère), est symbolisé durant deux millénaires par le cavalier nomade issu du nord steppique, archer redoutable bénéficiant d'une logistique exceptionnelle puisqu'elle repose essentiellement sur les chevaux*

de remonte. Il n'y a pas d'échappatoire à la menace constante des nomades ; ceux-ci doivent être contenus, affaiblis par des alliances de revers, achetés par des versements d'argent ou combattus. Sinon, ce sont les nomades qui occupent, dès qu'une dynastie est affaiblie ou que le pays est divisé, la partie septentrionale de la Chine. Ces nomades, une fois fixés, sont sinisés. Sédentarisés, ils sont bientôt la proie d'une autre vague nomade qui, à son tour, est acculturée aux valeurs de la société chinoise à l'intérieur de laquelle elle disparaît souvent, happée par la démographie chinoise, à moins de pratiquer une endogamie plus ou moins rigoureuse.

Par deux fois, la Chine tout entière est conquise : au XIII^e siècle, par les Mongols, lors de la foudroyante expansion de ceux-ci sur la masse eurasiatique (dynastie Yuan, 1279-1367) ; la seconde fois au XVII^e siècle par les Mandchous qui fondent la dynastie Qing (1644-1911) et se sinisent au point de reprendre tous les objectifs impériaux de la géopolitique chinoise et au-delà. (...) Ce sont les Mandchous qui en finissent, au milieu du XVIII^e siècle, avec les nomades, grâce au canon, comme les Russes deux siècles plus tôt avec la prise de Kazan par Ivan le Terrible, qui mettait un terme à deux siècles et demi de domination des Mongols de la Horde d'Or.

Le déclin de la Chine commence dès la fin du XVIII^e siècle. À partir de la guerre de l'Opium (1840), surclassée par l'Occident, bientôt dépassée par le Japon du Meiji, elle va de défaites en humiliations jusqu'à la proclamation de la République (1912). (...) Par la suite, de façon inattendue, les communistes dirigés par Mao Zedong l'emportent (1949) et multiplient, par volontarisme idéologique, les erreurs, notamment en matière économique. Des changements importants sont institués dans les années 1980 par Deng Xiaoping. Ils sont approfondis après l'effondrement de l'Union soviétique et, contrairement à Mikhaïl Gorbatchev qui privilégie la glasnost (démocratisation) sans se soucier d'abord de la perestroïka (restructuration économique), la direction chinoise, sans rien abandonner des prérogatives politiques du Parti communiste, a énergiquement œuvré pour accélérer la croissance économique. Tout porte à croire que la Chine jouera un rôle croissant au cours des décennies à venir.

Lorsque la Chine, après une histoire déjà longue, est unifiée d'une main de fer par le premier empereur (Qin Shi Huangdi, avènement en -221), elle est l'État (Qin) le plus vaste du monde de l'époque. C'est aussi le plus centralisé et le plus peuplé (cinquante millions d'habitants) avec l'Empire romain. La grande muraille est renforcée à cette période pour faire pièce aux incursions des nomades dénommés Xiongnu.

Le fleuve jaune fait une large boucle, appelée l'Ordos, qui monte vers le nord. Il importe absolument de tenir cette boucle stratégique qui, occupée par les nomades, leur sert de base rapprochée. Si l'empire peut en revanche contrôler les oasis de ce qu'on appelle les routes de la soie, de part et d'autre du bassin du Tarim, les nomades sont alors rejetés vers des régions inhospitalières. L'expansion des Han les porte aussi vers la Corée (-108) et le sud de la Mandchourie. (...) Pour tenir ces nouvelles régions qu'on atteint par le corridor du Ganzu, zone de contact entre la Chine et la haute Asie, le pouvoir chinois déporte plus d'un demi-million de paysans afin de tenir le terrain de façon pérenne.

La dynastie des Song (960-1279). Une grande dynastie emportée au nord par des nomades et difficilement conquise jusqu'au sud par les Mongols. L'économie progresse, tout comme la population qui atteint, selon les estimations, environ cent millions d'âmes vers 1100. Les échanges se développent. C'est peu après qu'une nouvelle vague de nomades

apparaît à la frontière de l'État Liao : les Jurchens, issus de Mandchourie orientale. Les Song, pensant avoir trouvé un allié de revers contre l'État Liao, se rangent du côté des Jurchens. Ceci, après avoir battu l'État Liao, se retournent contre les Song, s'emparent de la capitale Kaifeng et fondent la dynastie des Jin (1127-1234).

Les Chinois qui n'acceptent pas de vivre sous la domination étrangère se replient vers le sud. (...) Même s'il s'agit d'une période de déclin militaire, les échanges maritimes, l'économie agricole et la culture connaissent des développements remarquables. Les inventions se multiplient (imprimerie, poudre à canon, boussole). Cependant, on est loin des périodes d'expansion des Han et des Tang. La pesée des nomades a privé la Chine de la moitié du territoire occupé par les Chinois proprement dits. La Chine du Nord est investie, dans un premier temps, par Gengis Khan, mais la conquête du pays se fait, après sa mort, en deux temps.

La dynastie des Ming (1368-1644). *Une première phase d'expansion terrestre et maritime suivie d'une repli défensif derrière la Grande Muraille. C'est l'époque des grandes expéditions maritimes. Sept d'entre elles, menées par l'eunuque musulman Zheng Ho, s'étendent de 1405 à 1433, sillonnant l'océan Indien jusqu'en Afrique orientale à une époque où les Portugais ne sont pas encore arrivés à Madère. Partout la flotte chinoise a pour but de rendre tributaires de la Chine les États rencontrés. L'administration est réorganisée et centralisée à nouveau. L'armée reçoit un soin tout particulier, héritière en cela de la dynastie précédente. Elle est divisée en commandements régionaux : le Nord, les côtes, le grand canal, etc.*

La pesée nomade est telle que dans une seconde phase l'empire, pour contenir les incursions, complète la Grande Muraille. Pour lutter contre une menace à leurs frontières, les Ming sollicitent l'alliance des Mandchous qui, une fois vainqueurs, s'emparent eux-mêmes du pouvoir. Les Qing, comme on les dénomme, investissent le nord de la Chine (1644), puis s'imposent sur l'ensemble du territoire (1667).

La dynastie des Qing (Mandchou) (1644-1911). *Bien qu'étrangère, la dynastie épouse la géostratégie chinoise. L'aire de domination impériale est encore étendue, avant l'intrusion fatale des Européens (Russes compris). Une fois leur pouvoir consolidé, les Qing se lancent dans une politique d'expansion, d'abord vers la Mongolie (1697). (...) Les Qing annexent la Mongolie, le Tibet et le Turkestan (Xinjiang), et la Chine atteint au début du XVIII^e siècle la plus vaste extension qu'elle ait connue. C'est à cette dynastie non chinoise que la Chine doit une très large partie des territoires qu'elle domine aujourd'hui. Le Népal, le Laos, la Birmanie et le Vietnam étaient des États tributaires.*

Afin de préserver leur domination, les Mandchous interdisent les mariages avec des sujets chinois. Le système mandarinal perdure. La population augmente et atteint environ deux cent cinquante millions d'individus vers 1775. Les Européens, qu'il s'agisse des Russes qui avancent vers les possessions Qing, mais qui sont stoppés par le traité de Nertchinsk (1689), ou de ceux qui accèdent au port de Canton, sont friands de produits chinois (coton, soie, thé, porcelaine).

Entre 1840 et 1949, la Chine connaît un siècle de défaites, d'humiliations, d'occupations diverses et de troubles intérieurs : guerres de l'Opium, traités inégaux (concessions aux Britanniques, aux Français, aux Allemands, aux Russes, aux Japonais). Pertes territoriales importantes (Oussouri, Vladivostok), insurrection populaire des Taiping

(1850-1864) – les Européens aideront les Mandchous à les mater -, guerre franco-chinoise (1883-1885), guerre sino-japonaise (1894-1895), révolte des Boxers (intervention internationale, 1900), guerre russo-japonaise à propos de la Mandchourie (1904-1905). (...) L'empire se délite et devient une semi-colonie. La République est proclamée en 1911. L'ère anarchique des « seigneurs de la guerre » est suivie par une période de guerre civile interrompue par la guerre sino-japonaise (1937-1945). Celle-ci reprend (1946-1949) et mène au pouvoir les communistes, tandis que les nationalistes se réfugient à Taïwan.

La culture chinoise, par l'intermédiaire de la Corée (VIII^e-IX^e siècles), a largement influencé le Japon (bouddhisme, idéogrammes, etc.) mais ce pays insulaire est resté différent en ce qui concerne sa structure politique, administrative (pas de mandarinat) et sociale (existence prolongée d'un « féodalisme »). L'insularité du Japon, à l'instar de celle de la Grande-Bretagne, autre pays où l'aristocratie a perduré plus longtemps qu'ailleurs, a protégé le pays des invasions. Les tentatives mongoles du XIII^e siècle ont été des échecs.

Contrairement à la Chine, le Japon n'a que rarement, au cours de son histoire, connu de centralisation étatique. Une aristocratie militaire d'origine rurale se développe et se dispute le pouvoir entre grandes familles formant de véritables clans, qui se succèdent en tant que shoguns (généralissimes) dont le pouvoir est âprement disputé par les seigneurs locaux (daimyo). Le Japon se caractérise alors par une caste de combattants, les samouraïs, dont les vertus essentielles sont la bravoure et la loyauté.

Dans la seconde partie du XVI^e siècle, le Japon est unifié. D'abord par Nobunaga (1534-1582), qui réduit à néant l'importante puissance militaire des monastères bouddhistes et impose sa suzeraineté sur les deux grands daimyo de l'est et de l'ouest du Japon. Après Nobunaga, son meilleur général, sorti du rang, Hideyoshi, complète l'œuvre d'unification au sud du pays (île de Shikoku). Tokugawa Ieyasu (1542-1616), après l'avoir militairement combattu, accepte sa suzeraineté comme les autres daimyo. Après deux siècles et demi de luttes intestines, le Japon est unifié et Hideyoshi devient le maître incontesté du pays. Il fait plier tous ses rivaux potentiels et ordonne à tous les paysans de remettre leurs armes afin que celles-ci soient strictement réservées aux samouraïs et aux nobles. Enfin, il bannit tous les missionnaires (1597) et persécute les christianisés. C'est au moment où il est pour la première fois unifié, à la fin du XVI^e siècle, que le Japon tente, en vain et par deux fois, d'occuper la Corée.

Le rejet des christianisés, après une révolte de ces derniers, se termine par un massacre de plusieurs dizaines de milliers de convertis (1638). *Le Japon tient à son identité et se ferme à l'Europe, à l'exception d'une île dans le port de Nagasaki, dévolue aux Néerlandais. Sous les Tokugawa (XVII^e-XVIII^e siècles), c'est la fermeture rigoureuse. Aucun Japonais ne peut quitter le pays, aucun Japonais l'ayant quitté ne peut y revenir. Le Japon connaît alors une forte centralisation, tout en conservant des liens de vassalité d'origine aristocratique.*

Le Japon, contraint de s'ouvrir à partir de 1854 (ultimatum américain), sort de deux siècles d'isolement. En 1858, il doit signer des traités inégaux avec les grandes puissances occidentales qui l'obligent à ouvrir ses portes. Des troubles éclatent. La dynastie de Tokugawa doit laisser place au Meiji (1868) et le pouvoir de l'empereur, désormais installé à Edo (Tokyo), est restauré. Cette révolution vise à moderniser le pays afin de lui éviter le sort des autres nations asiatiques. Les réformes sont énergiquement menées : institutions nouvelles, modernisation de l'armée, industrialisation, éducation généralisée. L'amélioration

des conditions économiques s'accompagne d'une rapide croissance démographique. La population passe de 35 millions à 55 millions entre 1873 et 1918.

En 1902, cependant, le Japon rompt son isolement en signant une alliance (dirigée contre la Russie) avec la Grande-Bretagne. La guerre de 1904-1905 provoque la défaite de la Russie sur terre (Mandchourie) et sur mer (Tsushima). *C'est la première victoire d'une nation asiatique sur une puissance « blanche » à l'ère moderne.* Dès lors, le Japon mène une politique coloniale. La Corée est annexée (1910). S'étant rangé, durant la Première Guerre mondiale, aux côtés des Alliés, le Japon hérite des îles du Pacifique faisant partie du domaine colonial allemand. Désormais considéré comme une puissance, il bénéficie d'un siège permanent à la Société des Nations (où il a demandé, en vain, une clause sur l'égalité raciale).

La crise de 1929 et le protectionnisme des pays occidentaux, États-Unis en tête, poussent le Japon à mener une politique expansionniste dans le cadre d'un régime fortement militarisé, et prétend créer une « zone de coprosperité asiatique ». Il accroît son emprise sur la Mandchourie, où il s'est implanté (1931). Le Japon entame la guerre contre la Chine (1937) et s'empare rapidement d'une partie importante du nord-est de ce pays (prises et massacres de nankin, de Shanghai, de Canton), où il mène une politique d'occupation extrêmement brutale.

Mais le Japon commet l'erreur stratégique d'attaquer les États-Unis et de provoquer sa propre défaite dès Pearl Harbor (7 décembre 1941). En six mois, il se rend tout de même maître du Sud-Est asiatique (chute de Singapour le 15 février 1942) et s'approche des côtes australiennes. Mais la bataille navale de Midway marque sans doute le tournant. La reconquête américaine commence à Guadalcanal (îles Salomon : août 1942) et progresse d'île en île jusqu'à Iwo Jima (février 1945) ; une bombe atomique est lancée sur Hiroshima (soixante-quinze mille morts), une seconde est larguée le 9 août sur Nagasaki (quarante-cinq mille morts). Le Japon capitule en septembre. Les régimes coloniaux ébranlés par le Japon ne survivront guère à la Seconde Guerre mondiale.

Carrefour obligé du trafic maritime international entre les océans Indien et pacifique, l'Asie du Sud-Est, un ensemble d'États hier encore antagonistes. L'Asie du Sud-Est est une dénomination récente qui désigne les États faisant partie d'une association économique (ASEAN) qui va de la Birmanie aux Philippines en passant par l'Indonésie. Ces états regroupent aujourd'hui sept cent cinquante millions d'habitants.

La Birmanie, entre expansion à l'Est et réduction des ethnies minoritaires. La Grande-Bretagne occupe la Birmanie après plusieurs campagnes, mettant fin à la royauté (1885), et l'incorpore dans l'empire des Indes. Les minorités ethniques se dégagent de la domination birmane. À l'indépendance (1947), elles acceptent mal de retourner sous l'autorité sans partage des Birmans. Les diverses rébellions des trente dernières années (Kachin au nord, Karen et Môn au sud, Chin et Rakhine à l'ouest, Karennis Chan et Wa à l'est) en sont les manifestations, tandis que le pouvoir militaire veut créer un État centralisé en réduisant par la force ses minorités dont la plupart sont montagnardes. La Chine est très présente en Birmanie. Un gazoduc, de l'océan Indien via Mandaley, doit déboucher à Kunming (Chine).

Le Siam parvient à échapper à la colonisation en devenant un État tampon entre la France et la Grande-Bretagne. Il rétrocède à cette dernière quatre États malais, mais en conserve quatre autres. Ceux-ci, qui sont musulmans, sont discriminés et réprimés – ce qui provoquera, en 2001, une insurrection durable. La Thaïlande a réussi à garantir ses intérêts à travers la Seconde Guerre mondiale en étant tour à tour l'alliée des Japonais puis des

Occidentaux. Depuis, elle est l'alliée des États-Unis. Les Thaïs représentent plus de 80% de la population de la Thaïlande.

Occupé durant un millénaire par la Chine, le Vietnam émerge à la fin du X^e siècle, comme État indépendant, culturellement sinisé mais avec des caractères bien spécifiques. Jusqu'aux XIII^e-XIV^e siècles, il occupe le Tonkin, arrosé par le fleuve Rouge. Par la suite, la géopolitique du Vietnam consiste à s'étendre progressivement mais par un mouvement ininterrompu d'occupation vers le sud (Cochinchine) investi au XVIII^e siècle. Entre-temps, le royaume du Champa est rayé de la carte (Vietnam central ou Annam). Le Cambodge est en voie d'occupation lorsque la France intervient en Indochine.

La France s'empare de Saigon (1859), impose un protectorat (1884) mettant fin à la suzeraineté de la Chine qui n'a jamais cessé d'être un voisin trop puissant. La pénétration française doit affronter, durant une dizaine d'années à la fin du XIX^e siècle, une guérilla bien organisée, menée sous la direction des lettrés de province. Une soixantaine d'années de colonisation par la France contrarient la poussée du Vietnam en Indochine. Ce pays se libère et se réunifie au terme d'une double guerre contre la France puis les États-Unis (1946-1975). Le nationalisme est incarné dès les années 1930 par l'unique organisation ayant échappé à la répression : le Parti communiste.

Les troupes vietnamiennes interviennent contre le régime des Khmers rouges (1978), mais doivent finalement se retirer, non sans avoir victorieusement repoussé une incursion militaire chinoise (1979). Le régime, après une vague de répressions politiques (camps de rééducation, réfugiés de la mer) emprunte, au bout de quelques années, à l'instar de la Chine qui reste un voisin pesant, une économie de marché dans le cadre d'un capitalisme d'État piloté par le parti unique.

L'Indonésie et la Malaisie, qui sont les deux États musulmans (si l'on excepte le sultanat de Brunei) de l'ASEAN, totalisent environ deux cent cinquante millions d'habitants. L'archipel indonésien doit son unification au colonialisme néerlandais. La Compagnie des Indes orientales s'y installe dès le début du XVII^e siècle et y fait commerce sans se préoccuper, comme les Portugais ou les Espagnols, de problèmes d'évangélisation.

Les Portugais sont influents à travers leurs missionnaires aux Moluques et à Timor, avant d'abandonner la prépondérance maritime aux Hollandais. Malacca, qui fut portugaise (1511), passe sous le contrôle des Néerlandais (1641). Les liens entre la Malaisie (Malacca) et l'Indonésie sont été vivaces, avant l'islamisation, avec le royaume bouddhique de Srivijaya (IX^e-XIII^e siècles), Sumatra méridional, qui rayonnait avec le Sunda et commerçait jusqu'aux ports d'Inde du Sud.

L'Indonésie, depuis son indépendance, pratique une politique expansionniste avec plus ou moins de succès : confrontation pour tenter d'annexer ou de s'opposer à la Fédération malaise (1963), annexion de l'est du Timor (1975-2002), empiètement armé en Nouvelle-Guinée-Papouasie.

La Malaisie est, comme Singapour, une création de la Grande-Bretagne. L'islam y est présent dès la fin du XIV^e siècle (Malacca), mais le peuplement de la péninsule est largement dû aux Britanniques : introduction de travailleurs indiens (12 à 15%), ouverture de l'immigration jusqu'en 1930 environ, avec pour résultat une présence chinoise se montant à 35% au moment de l'indépendance. Les périodes de tensions communautaires (pogroms

antichinois en 1969) alternent avec des périodes de prospérité économique. Le pouvoir politique est entre les mains des musulmans malais, le pouvoir économique en grande partie entre celles des Chinois. Les tensions intracommunautaires deviennent plus vives et sont suscitées par la majorité musulmane.

Depuis 1965, Singapour, dominée par les Chinois, ne fait plus partie de la Fédération malaise. Premier port du monde, résolument pro-occidentale, elle entretient des relations cordiales avec la Chine comme avec les États-Unis et ses voisins. Elle est attachée d'abord à la sécurité maritime, à la stabilité et aux échanges.

Les Philippines. *Colonie espagnole (catholicisme) puis américaine (langue anglaise) : une identité éclatée de l'archipel avec un extrême Sud musulman.* La présence musulmane précède, à Mindanao, la venue des colonisateurs espagnols, étonnés d'y retrouver des Moros (maures). L'archipel est occupé du XVI^e siècle à 1898 et la population y est très majoritairement catholique.

Les États-Unis, après avoir battu l'Espagne à Cuba, s'installent aux Philippines où ils rencontrent (1898-1902) une vive résistance. (...) Le pays accède à l'indépendance en 1945, ce qui freine le développement d'un mouvement combattant marxisant (Huks) dont le courant n'a jamais disparu (New People's Army). La discrimination et l'oppression à l'égard des musulmans de Mindanao ont créé une insurrection durable et les îles du sud de l'archipel ont été des refuges pour les groupes de djihadistes. Des troupes américaines y sont actives.

4 Le monde musulman

L'Empire omeyyade. L'élan conquérant des Arabes. L'expansion première de l'Islam est doublement prodigieuse. Elle s'étend de l'Espagne à l'Indus en quelques décennies et surtout, cette conquête est pérenne. L'Espagne exceptée, aucun territoire n'a été perdu depuis. Il s'agit de victoires décisives, car durables. Enfin, les Arabes – qui en sont les conquérants – en dominent toujours l'aire, du Maroc à l'Irak, à l'exception de l'Iran et, récemment, de l'État d'Israël.

La prédication du Prophète (622 : Hégire, 632 : décès) qui fédère les tribus bédouines et l'idée d'une conquête guerrière au service de la foi (djihad) permet à des troupes mobiles, bien commandées et motivées, de remporter d'emblée des succès considérables. Par un concours de circonstances, les deux grands empires (romain d'Orient et sassanide) qui bordent la péninsule Arabique viennent juste de sortir d'un conflit prolongé qui les a épuisés. L'un et l'autre connaissent par ailleurs de vives tensions internes.

Une première guerre civile fondée sur la légitimité de la succession porte au pouvoir Muawiya, fondateur de la dynastie des Omeyyades (660-750) dont la capitale est Damas. *Le centre de gravité du monde musulman passe au croissant fertile. La crise de succession (entre Ali, gendre du prophète et Muawiya, gouverneur de Syrie) est à l'origine du schisme entre sunnites et chiites, qui reste vif. Ces derniers estiment que le califat doit être réservé aux membres de la famille du Prophète.*

La liberté religieuse est laissée aux « peuples du Livre ». Ils ont un statut de *dhimmis* et bénéficient de la protection du vainqueur à condition de payer un impôt spécial. la pérennité de la conquête s'en trouve renforcée. (...) La gageure de l'expansion arabe est d'avoir pu s'emparer conjointement des possessions de l'Empire romain d'Orient au Proche

Orient et en Afrique et du plateau iranien qui, des Parthes aux Sassanides, fut le rival constant de Rome comme de l'Empire romain d'Orient.

C'est de l'intérieur du monde musulman que se produit la chute des Omeyyades. Celle-ci est provoquée par des forces issues d'Iran oriental. Une révolte (Abu al-Abbas) défait les troupes omeyyades (749). Le califat passe aux mains des Abbassides (750).

Après l'avènement de la dynastie des Abbassides (750-936), avec Bagdad pour capitale (762), le pouvoir glisse graduellement des mains de la minorité conquérante arabe aux éléments nouvellement convertis, les Persans, nombreux dans l'administration. Le califat d'Haroun al-Rachid (786-809) marque l'apogée des Abbassides. L'essor économique est remarquable, tandis que la civilisation urbaine se développe. Rapidement, d'autres califats apparaissent autour de celui des Abbassides : les Omeyyades de Cordoue (756-1031), les Idrissides au Maroc (788) ; les Fatimides de l'Ifriqiya (Kairouan), qui sont des chiites ismaéliens, ne tardent pas à conquérir l'Égypte (929) et à fonder Le Caire, tandis que le mouvement égalitariste des Qarmates, d'inspiration chiite ismaélienne, s'empare brièvement de La Mecque (928).

En 945, les émirs bouyides (chiites) occupent Bagdad, l'Empire abbasside est morcelé. Désormais, celui-ci aura plusieurs centres dont Cordoue en Espagne, l'Égypte (Tulunides), l'Iran (Tahirides). (...) Les Turcs sunnites éliminent les Bouyides chiites (1055) et restaurent l'autorité du calife. Ils fondent bientôt la dynastie seldjoukide. *Les échanges prennent un essor considérable sous l'empire des Abbassides, pivot de la masse eurasiatique aux VIII^e-IX^e siècles, de la Chine à Constantinople. Le commerce international est sous contrôle musulman. On assiste à ce qu'on peut qualifier de première mondialisation sur l'ensemble de la masse eurasiatique, où les routes de la soie et l'océan Indien jouent un rôle essentiel.*

L'Empire seldjoukide (1058-1092). Géographiquement, l'investissement à partir des steppes d'Asie centrale peut prendre deux directions : la première, la plus classique, vers l'ouest : Iran occidental, Mésopotamie, Anatolie ; la seconde vers le sud : Afghanistan, Inde du Nord. Les seldjoukides, compte tenu du fait que Bagdad est à l'époque le centre de gravité de l'Islam, vont naturellement vers l'ouest.

Alp Arslan, neveu du sultan seldjoukide, prend la succession grâce à l'appui de l'armée (1063-1071) et choisit pour vizir un Persan sunnite, Nizam al-Mulkh (auquel on doit le Traité de gouvernement). La civilisation persane remplit, une fois de plus, la fonction qui fut la sienne du X^e au XVI^e siècle au moins, celle d'acculturer les nomades turcophones récemment sédentarisés à la gestion étatique et aux mœurs qui en découlent.

C'est le sultan de Roum, héritier des Seldjoukides, qui subit le choc de la première croisade (1095-1099). Défenseur du sunnisme, comme après eux les Ottomans, les Seldjoukides pénètrent le plateau anatolien. (...) Brillante civilisation aux mosquées exquises, les Seldjoukides règnent sur un empire où s'épanouit la culture persane, avec par exemple le philosophe Al-Ghazali et l'astronome et poète Omar Khayyâm. L'irruption des Mongols met pratiquement fin à la dynastie seldjoukide.

Les Mamelouks sont d'anciens esclaves militaires, originaires d'Asie centrale, au service de dynasties arabophones. Dès le X^e siècle, les jeunes esclaves, formés pour devenir guerriers professionnels, occupent une place considérable en Égypte. Au service des Ayyubides, cette troupe d'élite s'empare du pouvoir en 1250 au Caire et hérite de la Syrie. Le

règne des Mamelouks turcophones, généralement Kiptchak, appelés Mamelouks bahrites dure jusqu'en 1390. (...) Ils se révèlent les plus pugnaces des adversaires de ce qui reste des États francs (Krak des chevaliers, prise d'Acre, 1391) tout comme ils détruisent, par la suite, le royaume de Petite Arménie (1375). Hautement disciplinés, les Mamelouks diffèrent à cet égard des armées croisées (bataille de Mansourah, 1250, dont Joinville fut témoin). (...) Par la suite, les Mamelouks considèrent avec mépris les armes à feu, ce qui cause leur perte face à l'artillerie ottomane (1517).

L'Empire ottoman, création remarquable par la durée, est né d'une modeste tribu turcophone fuyant devant l'avancée foudroyante des Mongols au début du XIII^e siècle. (...) Contrairement aux autres États musulmans, ce qui va devenir l'Empire ottoman est fondé sur un principe dynastique étranger à l'Islam : la fidélité à la famille d'Osman, le fondateur. Comme celui de Gengis Khan, l'Empire ottoman repose sur une filiation familiale.

La transformation de l'État ottoman en puissance véritablement impériale est l'œuvre de Mehmet II (1451-1481). Il étend son pouvoir en Anatolie où les Ottomans sont désormais les maîtres, érige la forteresse de Roumeli-Hissar (1452) dans le Bosphore et met le siège devant Constantinople. Celui-ci dure cinquante-quatre jours. Le canon triomphe des murailles de la cité. L'évènement est considérable. Mehmet a conquis le trône ses empereurs de « Roum ».

L'empire devient le protecteur du monde musulman et Constantinople abrite bientôt le califat (jusqu'en 1924). L'Empire ottoman occupe désormais l'aire de l'Empire romain d'Orient sous Justinien et, comme Rome et Byzance, est bloqué à l'est par les dynasties qui contrôlent le plateau iranien. Sous Soliman dit « le Magnifique » (1520-1566), l'Empire ottoman est une puissance formidable qu'il porte à son apogée. Les Ottomans jouent un rôle important dans les querelles politiques des États européens. La rivalité entre François Ier et Charles Quint est exploitée, de même que celles entre catholiques et protestants. Pour les Ottomans, afin que l'Europe ne soit pas dominée par un État hégémonique, il faut affaiblir les Habsbourg. L'alliance avec la France de François Ier et par la suite de Henri II permet d'affaiblir Charles Quint tandis que les Ottomans soutiennent par ailleurs les protestants.

L'Empire ottoman vit en partie de ses conquêtes. Les campagnes sont quasi annuelles : les conquêtes se font au nord du Danube (Moldavie, 1532). C'est aussi un empire maritime. La marine ottomane est présente dans l'océan Indien après 1520. (...) La mer Rouge et le golfe Persique sont disputés aux Portugais et la Méditerranée aux puissances chrétiennes : Venise, Espagne, etc. Une fois maîtres de l'Égypte, les Ottomans investissent Tripoli, Tunis et Alger, vers le milieu du XVI^e siècle. Les Ottomans ont pour adversaire à l'est, dès le début du XVI^e siècle, les Séfévides, à l'ouest, Venise, l'empire Habsbourg, puis l'Espagne. Cette coalition remporte la victoire (sans lendemain) de Lépante (1571). L'Espagne lutte pour contrôler la Méditerranée occidentale et cherche à s'emparer de ports maghrébins.

Le lent déclin de l'empire commence à la fin du XVI^e siècle (Inalcik), quoique l'armée ottomane reste remarquablement performante. Les soulèvements de janissaires et de sipahis (1591-1593) sont l'expression d'un malaise récurrent jusqu'en 1603. Les janissaires sont liquidés au XIX^e siècle. La situation économique s'est détériorée dès les dernières années du règne de Soliman. L'inflation est sévère. Des taxes impériales appauvrissent la population. Les janissaires, chargés de réprimer le mécontentement populaire, en profitent pour pressurer à leur tour les populations.

Au début du XVIII^e siècle, les navires anglais, hollandais et français surclassent la flotte ottomane. L'océan Indien, depuis que les Portugais ont ouvert la voie, est contrôlé par les Européens. Les Ottomans doivent bientôt faire face à un nouvel adversaire au nord-est : les Russes. Dans le nouveau jeu d'équilibre européen qui fait suite à la montée de la puissance russe, l'Angleterre, depuis la guerre de Crimée (1854), cherche à empêcher la Russie d'accéder à la Méditerranée. (...) Le recul est désormais sensible (1878) dans les Balkans, au Maghreb et en Égypte. Mais la Grande-Bretagne (et la France) préfèrent un Empire ottoman faible à une Russie plus forte.

La Première Guerre mondiale, lors de laquelle (les Jeunes-Turcs) s'allient aux puissances centrales (Allemagne, Autriche-Hongrie), leur donne l'occasion d'une homogénéisation ethnique et religieuse visant surtout les minorités territoriales non musulmanes. Dans le cadre d'un projet concerté, la moitié de la population arménienne est physiquement liquidée. Il s'agit de ce qu'on qualifie, par la suite, de génocide. Les Grecs du Pont sont également éliminés.

L'Empire perd la totalité de ses possessions proche-orientales au lendemain de la Première Guerre mondiale. Seul le génie de Mustafa Kemal permet l'établissement d'une Turquie indépendante sur l'ensemble du territoire anatolien, évitant ainsi les conséquences du traité de Sèvres (1920). Un échange de population avec la Grèce (vaincue en 1922) permet de se débarrasser de ses dernières populations chrétiennes (1 300 000) en échange de Turcs musulmans issus de Grèce (500 000) (Foucher). Le traité de Lausanne (1923) entérine la nouvelle réalité. En 1924, la Turquie, malgré son importante minorité kurde, se proclame le pays des seuls Turcs, supprime le califat et entame une modernisation fondée sur le modèle d'État-nation à l'européenne.

Le Maroc. De l'Espagne au Sahara occidental, une aire à volonté impériale. Le Maroc présente, géopolitiquement et géo-historiquement, plusieurs caractéristiques bien spécifiques. À la fin du VIII^e siècle, un arrière-petit-fils d'Ali, Idriss, fonde une dynastie au Maroc : les Idrissides, qui justifient leur règne en faisant valoir que la dynastie descend du Prophète. Fès est fondée par les Idrissides. La légitimité des souverains du Maroc est, depuis, incontestée.

Le Maroc participe de près à l'investissement militaire de l'Espagne, aux contre-offensives menées par les Almoravides surtout (1056-1147) et les Almohades (1130-1269) afin de stopper la Reconquista. C'est au Maroc que se replient les musulmans d'Al-Andalus et, par la suite, les Morisques (XV^e-XVI^e siècle). Les diverses dynasties qui sont à la tête du Maroc (Marinides, Wattassides, Sadiens) dominant plus ou moins, selon les périodes, une aire qui, au sud, approche du fleuve Sénégal et, à l'est, s'étend sur une importante portion du Sahara (aujourd'hui algérien). Les Européens sont repoussés : les Portugais sont battus à Ksar el-Kebir (1578) et sous les Alaouites du Tafilalet, dynastie fondée par Moulay el-Rachid (1660-1672), les Espagnols ne contrôlent plus que Melilla et Ceuta. La dynastie des Alaouites du Maroc occupe toujours le trône.

La route transsaharienne la plus fréquentée est marocaine et joint, par diverses bretelles, Fès à Tombouctou. L'aire qui s'étend jusqu'à la Mauritanie est longtemps sous l'influence du Maroc, ce qui explique l'imperium sur le Sahara ex-espagnol (1975). Contrairement à l'Algérie, le Maroc n'a jamais été dominé par l'Empire ottoman. Le Maroc est probablement le pays qui a connu la période coloniale la plus courte. la conquête en est entamée par la France en 1912 : le mandat sur le protectorat marocain date de 1924. malgré l'intelligence administrative de Lyautey, le pays n'est entièrement pacifié qu'en 1934, après le

départ de ce dernier. Entre-temps, le Rif, au nord, tenu par les Espagnols qui subissent un désastre à Anwal (1922) infligé par Abd el-Krim, connaît la plus importante des insurrections entre celle des Boers et celles de l'après Seconde Guerre mondiale.

La dimension africaine de l'Islam. *L'expansion première, achevée par des moyens militaires, les échanges, dans le cadre d'un marché mondialisé à l'échelle de l'époque, ont participé pleinement à la diffusion de l'islam.* C'est le cas en Asie du Sud-Est avec la pénétration marchande à Malacca (Malaisie), à Java, à Aceh (Sumatra), à Mindanao (Philippines). À l'autre extrémité du monde musulman, l'Afrique de l'Ouest et les côtes orientales de l'Afrique jouent un rôle important dans la géopolitique de l'Islam. Les échanges transsahariens datent de la période qui a suivi l'expansion militaire musulmane au Maghreb. L'empire du Ghana (IX^e-XI^e siècle) était appelé par les Arabes le « pays de l'or ». Celui du Mali (XII^e-XIV^e siècle) est abondamment connu à travers les écrits arabes (Tarikh el-Sudan) et par la relation du grand voyageur Ibn Battûta, impressionné par Tombouctou et notant que les routes qui y mènent sont sûres.

La diffusion de l'islam, également autour du lac Tchad (Kanem-Bornou), s'opère en même temps que se développent les échanges : sel et cuivre apportés du nord, or et esclaves emmenés du sud. Le Maroc joue un rôle majeur dans les échanges transsahariens. Le souverain malien Mansa Musa, qui règne de 1307 à 1332, se rend en pèlerinage à La Mecque et établit des relations avec le Maroc et l'Égypte. Ces deux empires africains précèdent celui des Soninké (XIV^e-XVI^e siècle) qui appartient, comme les autres, aux locuteurs du mandé (plus tard, c'est un Mandingue musulman, Samory, qui oppose, à l'échelle d'une partie de l'Ouest africain, la résistance la plus longue à la pénétration française).

Kano est un des très grands centres musulmans dans l'Ouest africain précolonial. En dehors des régions côtières du golfe de Guinée, l'ensemble de l'Ouest africain a été islamisé. La ligne de partage est présente au Nigeria, où plusieurs États fédéraux du Nord et du Centre ont adopté la charia. De façon moins directement visible, la frontière religieuse passe, par exemple, en Côte d'Ivoire à Bouaké, au centre du pays.

La traite (des esclaves), à partir des cités orientales de l'Afrique, comme du sud du Sahara vers le Maghreb, entre le VIII^e et le XIX^e siècle, a été probablement au moins aussi importante, sinon davantage que celle de l'Atlantique (Pétre-Grenouilleau). Ces biens sont acheminés, selon les périodes, vers les possessions nominales des Abbassides, la péninsule Arabique et, plus tard, vers l'Empire ottoman (à partir de la corne de l'Afrique) et l'Arabie. La diffusion de l'islam dans l'Est africain se fait par le truchement du swahili. La situation en Afrique subsaharienne, en dehors de quelques pays dotés de ressources particulièrement importantes comme l'Afrique du Sud, ou de pays qui ont su construire un État et une société civile, comme le Ghana, ou de pays prospères parce que très peu peuplés, comme le Botswana, d'une façon générale est médiocre.

L'Éthiopie est l'unique empire africain ayant émergé de la période coloniale. Il s'est constitué durant l'expansion européenne, après le congrès de Berlin (1884-1885), qui décidait du partage de l'Afrique. Royaume chrétien depuis le IV^e siècle, l'Abyssinie, comme elle était dénommée autrefois, avait une longue tradition étatique. Elle est l'héritière du royaume axoumite (vers 350), situé au nord-est du massif éthiopien. Cette aire est occupée depuis très longtemps par des peuples venant du Yémen, lui-même envahi à son tour, jadis, par des populations venant d'Éthiopie.

L'expansion musulmane des VII^e et VIII^e siècles contribue à isoler l'Éthiopie du reste du monde chrétien (chrétiens orientaux d'Égypte et de Syrie). Malgré des périodes de troubles et d'anarchie, l'entité étatique perdure à travers les dynasties (Zagwe, Solomonic, etc.) et le pays survit grâce à son caractère montagneux à la menace des musulmans somalis au XV^e siècle. C'est à cette époque qu'arrivent opportunément des navires portugais. À la fin du XIX^e siècle, mettant à profit les rivalités entre puissances européennes sur les côtes somaliennes (Britanniques, Italiens et Français), Ménélik II parvient à quasiment tripler ses possessions. Celles-ci incluent des populations musulmanes dont une proportion des Somalis (Ogaden, Bale, Sidamo). Ces annexions sont l'occasion d'un conflit ouvert à la fin du siècle dernier. Par ailleurs, l'annexion de l'ancienne colonie italienne d'Érythrée donnera lieu à une guerre prolongée qui se terminera par l'indépendance de celle-ci. En 2008, sur l'instigation des États-Unis, l'Éthiopie commet l'erreur politique d'intervenir en Somalie, son vieux rival historique.

5 Mongols et apparentés

Gengis Khan. *Le plus vaste empire jamais constitué. Pour un siècle et demi, la pax mongolica règne sur la masse eurasiatique.*

En Chine ou en Iran, le petit nombre de conquérants s'est dilué dans les sociétés existantes, d'autant plus radicalement qu'ils ont, en deux générations, adopté la religion des vaincus. Gengis (né vers 1164) accéda au titre de Grand Khan après avoir soumis toutes les tribus mongoles à son autorité (1196-1206). Avant lui, le rôle des Mongols, dans l'histoire de la haute Asie, avait été modeste. (...) Afin de distendre les fidélités tribales, il constitue des unités combattantes intertribales et retient auprès de lui les parents mâles de ceux dont il n'est pas sûr. (...) L'organisation de l'armée est décimale, à la manière nomade. Afin de créer une cohésion absolue, le Yassa impose que si, dans un groupe de dix, certains prennent la fuite, le groupe entier soit mis à mort. Si l'un des combattants est fait prisonnier, ses compagnons sont mis à mort s'ils ne le secourent pas.

Comme tous les nomades de haute Asie, les Mongols montent à cheval dès l'enfance, pratiquent la chasse, qui est l'école de la guerre, sont frugaux et accoutumés à un climat aussi rude en été qu'en hiver. Le mode de combat est initialement le même dans les troupes de Gengis Khan que chez les autres nomades. Harcèlement, enveloppement par les ailes, fuites feintes, embuscades, le choc final étant porté à un adversaire déjà affaibli. Ces techniques sont améliorées, non seulement par une stricte discipline, mais aussi par des innovations (cavalerie lourde, machines de siège), empruntées aux sédentaires chinois ou persans.

Une fois assurée la soumission des groupes ou fédérations nomades de la steppe, on peut envisager la conquête de la Chine septentrionale, objet d'immémoriale fascination pour les nomades. (...) La conquête est inachevée lorsque Gengis se retire de Chine (1216). Celle-ci est confiée à un de ses généraux. (...) En quatre mois, les forces du shah de Khârezm sont défaites par une offensive combinée sur trois fronts (Samarcande, Tachkent, Boukhara), tandis que l'armée du shah ignore où se trouve le centre de gravité de l'adversaire. Ce qui frappe, dans l'offensive mongole, est sa rapidité due aux chevaux de remonte, la coordination des forces grâce aux courriers et la capacité de passer à travers des itinéraires imprévisibles, comme la traversée du désert de Kizil Koum. Les villes qui se rendent sont pillées, mais leurs habitants épargnés. On massacre les habitants de celles qui résistent en laissant toujours assez de vivants pour colporter l'ampleur du désastre.

En 1226, Gengis mène sa dernière campagne contre une insurrection des Xia Xia. Leur capitale est prise, rasée, la population massacrée. Avant sa mort, Gengis a décidé lui-même de sa succession, évitant ainsi les luttes fratricides, la succession dans la steppe n'obéissant pas au principe de primogéniture.

L'Empire mongol. *Les conquérants sont convertis à la religion des vaincus (islam, bouddhisme) et se désagrègent, sauf en haute Asie.* L'empire couvre toute la haute Asie, l'Iran, ainsi que la moitié nord de la Chine. (...) Au début de 1241, tandis que Kiev a été mise à sac et l'Ukraine ravagée, les Mongols s'avancent en quatre colonnes vers la Pologne et la Hongrie. Les troupes polonaises sont défaites : Cracovie est pillée. Les ordres militaires allemands, avec l'appui des templiers et des Hospitaliers, sont battus à Liegnitz. Les Hongrois sont écrasés à leur tour. (...) La nouvelle de la mort du Grand Khan Ogodei ramène les troupes mongoles afin de siéger au Kurultay, ce qui sauve peut-être l'Europe occidentale. (...) À l'exception de l'Iran occidental et de la Chine méridionale, l'empire a atteint son expansion maximale en à peine trente-cinq années.

Hulagu, après avoir écrasé les Ismaéliens (destruction du château d'Alamut, 1256) s'empare de Bagdad (1258) qui est mise à sac. C'est un désastre pour les musulmans. Les Mongols mettent fin à la dynastie abbasside. (...) Un contingent mongol est battu par les Mamelouks en Syrie (Aïn Jalut, 1260). L'Empire mongol, à partir de 1264, n'est plus unitaire que nominalement. De fait, bien que Kubilaï soit le Grand Khan en Chine, les trois autres khanats sont tout à fait autonomes : dans la steppe, la horde d'Or, ou khanat Kiptchak ; en Asie centrale, le khanat de Djagataï ; en Perse, les Ilkhans. Le fait le plus marquant réside dans la rapide conversion des conquérants à la religion de la majorité. La Horde d'Or se convertit la première à l'islam, bientôt suivie par le Khanat de Perse qui persécute désormais les chrétiens (1295). En dehors de la Chine et de la Mongolie proprement dite, où les Mongols deviennent bouddhistes, ceux-ci sont islamisés. Les conquérants nomades ont adopté la religion des dominés ainsi que leur culture.

Les XIII^e et XIV^e siècles marquant l'apogée des empires nomades sur la masse eurasiatique. Mais leur rôle n'est pas encore épuisé. *Leurs héritiers directs, qu'on pourrait dénommer les empires postmongols, jouent encore un rôle considérable en Eurasie, soit comme des empires brefs, comme celui de Tamerlan, soit comme des conquérants qui, une fois sédentarisés, construisent des États durables comme les Ottomans, les Moghols en Inde ou les Mandchous en Chine.*

Les Mongols sont les seuls nomades de haute Asie à avoir régné conjointement sur les deux grands centres millénaires de culture sédentaire d'Asie : la Chine et l'Iran. Ils ont pris soin, dans leur expansion première, de ne pas s'en prendre aux croyances religieuses des sociétés conquises. Les chrétiens d'Orient voient dans les Mongols des alliés potentiels contre leurs adversaires musulmans. Ces derniers apprécient que les Mongols liquident la secte ismaélienne des « Assassins ».

Il faut, à l'exception d'une victoire sans lendemain des Russes (1380), attendre le XVI^e siècle pour voir un reflux mongol avec Ivan le Terrible (prise de Kazan en 1552, d'Astrakhan en 1556). En Chine, il faut près d'un siècle pour avoir une réaction capable de renverser les Yuan : les Ming prennent le pouvoir en 1368. Avec la domination mongole établie sur une grande partie de l'Asie, les échanges s'accroissent. On circule en sécurité sur les fameuses routes de la soie. La liberté de circulation des marchandises est plus grande que

jamais. C'est l'époque des voyages d'Ibn Battûta, de Marco Polo et de sa famille. Le service des postes ou *yam* est le symbole de ce qu'on a appelé la « paix mongole ».

L'empire se disloque compte tenu de son étendue et parce que le peuple mongol est numériquement trop faible. (...) *On assiste à une floraison d'États postmongols : Ming en Chine, Séfévide en Iran, Moscovite en Russie, Moghol en Inde et Ottoman avant comme après Tamerlan. Certains sont des héritiers directs des sociétés steppiques : Ottomans, Séfévides, Moghols ; d'autres en sont forcément marqués, comme les Moscovites.*

Tamerlan. *Et la tentative de construire un empire universel (musulman), à l'instar de Gengis Khan.* Tamerlan (Timu Lenk) est un des très grands capitaines issus de la tradition des steppes, bien qu'il soit un sédentaire récent. (...) À la différence de Gengis, il n'a pas pour troupes des nomades mongols, mais des turcophones sédentarisés. (...) Au cours d'une carrière militaire de plus d'un quart de siècle (1380-1405), il s'attaque avec succès, après avoir soumis l'Iran, aux quatre puissances majeures de l'époque. La plus coriace, la Horde d'Or, exige plusieurs campagnes en zone steppique face à un adversaire redoutable, Toktamish (1391-1395). Tamerlan se dirige ensuite vers le sultanat de Delhi, s'empare de la capitale, la met à sac (1398) et ravage l'Inde du Nord.

Les victoires successives de Tamerlan ne lui permettent cependant pas d'assurer la pérennité d'un empire qui s'étend de l'Euphrate à l'Indus et de Samarcande à Bagdad, qu'il a mise également à sac (1401). (...) Le monde auquel se heurte Tamerlan est infiniment mieux structuré que celui qu'avaient affronté Gengis Khan et ses héritiers, à l'exception des Song du Sud. *Une fois de plus, on constate, avec l'empire de Tamerlan, que le centre de gravité de l'Asie occidentale est constitué par le plateau iranien, avec pour limites, à l'ouest l'Euphrate, au nord la Transoxiane (Ouzbékistan actuel), et au sud l'Indus. Bien qu'il ait surtout combattu des musulmans, Tamerlan a radicalement éliminé l'importante présence du christianisme nestorien en Asie centrale.*

II L'EUROPE DE L'ATLANTIQUE À L'OURAL ET À VLADIVOSTOK

6 Les trois empires européens continentaux

L'empire de Charles Quint et de ses héritiers Habsbourg apparaît, sur la durée, un rempart contre l'Empire ottoman avant de concourir à sa désagrégation. La véritable Europe impériale, entamée par Charles Quint aux Amériques, est maritime.

On peut considérer le bref empire de Charlemagne comme un noyau d'Europe (occidentale) en construction. L'Empire carolingien est inséparable de l'Église de Rome qui encourage sa formation et entend bénéficier de sa protection. C'est Pépin le Bref, proclamé roi des Francs en 751, qui crée en retour pour la papauté les États pontificaux qui perdurent jusqu'aux XIX^e siècle.

C'est avec son couronnement (800) que le roi des Francs devient empereur, consacré par le pape désireux d'affirmer sa prééminence par rapport à Constantinople où se tiennent jusque-là tous les conciles œcuméniques. La capitale impériale est située à Aix-la-Chapelle et Charlemagne cherche à centraliser son domaine en créant l'institution des *missi dominici*, contrôleurs itinérants. Une dernière expédition est menée en Bohême (812). À sa mort (814), son fils hérite de l'empire où les évêques jouent un rôle croissant, mais à la mort de ce

dernier, l'empire - qui n'a duré que quarante années – est divisé en trois lors du traité de Verdun (843). Ce partage est remanié par la suite. Ainsi s'esquissent un domaine français et un domaine allemand, séparés par une Lotharingie préfiguratrice d'un domaine bourguignon disputé qui dure jusqu'au XV^e siècle.

L'empire de Charles Quint. Habsbourg et roi d'Espagne, élu empereur du Saint Empire : le champion de la chrétienté investit le Nouveau Monde. Lorsqu'en 1494, avec le traité de Tordesillas, le pape partage le monde entre les deux États ibériques, Portugal et Espagne, Christophe Colomb a déjà atteint les Antilles (1492), mais non le continent américain. Vasco de Gama n'a pas encore touché le sous-continent indien (1498), le portugais Cabral n'a pas abordé le Brésil (1500).

Le Portugal a créé des comptoirs en Inde (Goa, 1510), en Malaisie (Malacca, 1511), le Mexique a été conquis par Cortés (1519-1521). La circumnavigation des marins du Portugais Magellan (au service de l'Espagne) entreprise en 1519 est achevée trois ans plus tard. Roi d'Espagne depuis 1516, Charles Ier est élu empereur contre François Ier, grâce à l'appui de la banque Fugger, sous le nom de Charles Quint. L'héritage espagnol lui apporte bientôt un immense empire colonial aux Amériques d'où affluent l'or et l'argent, tandis que son ascension au trône impérial lui offre les possessions allemandes des Habsbourg, des Pays-Bas, de Franche-Comté, sans compter le sud de l'Italie.

L'empire de Charles Quint (1519-1556) est la première tentative par un État, reprise par son fils Philippe II d'Espagne, de dominer toute l'Europe à l'heure où les États dynastiques s'affirment avec vigueur. L'empereur, qui se veut monarque universel et défenseur du catholicisme, doit faire face à trois adversaires : la France, l'Empire ottoman et les princes allemands protestants.

Depuis une dizaine d'années, les idées de Martin Luther (*95 thèses sur la vertu des indulgences*, 1517) agitent profondément l'Allemagne et l'Europe. La corruption de l'Église contribue à la diffusion du message luthérien, soutenu par les princes allemands. François Ier, qui a déjà conclu alliance avec les princes protestants, fait cause commune avec le sultan ottoman Soliman. Charles Quint lance une expédition contre Tunis. Tandis que la France se lie à l'Empire ottoman pour contrecarrer le projet impérial des Habsbourg, l'Empire séfévide d'Iran (chiite), rival des Ottomans (sunnites), trouve un allié de revers chez les Habsbourg.

Réforme et Contre-Réforme ont commencé de transformer, aidées en cela par les intérêts dynastiques des États nationaux, ce qui fut la chrétienté entre le XI^e et le XV^e siècle. L'Angleterre, avec l'Acte de suprématie (1534), a consommé la rupture avec Rome. Calvin est à Genève. La Compagnie de Jésus est fondée par Ignace de Loyola. Le concile de Trente (1545-1569) entame sa première session en défense de la doctrine catholique. Charles Quint bat les princes protestants de la ligue de Smalkalde (Mühlberg, 1547).

Avec la meilleure armée d'Europe, trempée naguère dans les guerres d'Italie par Gonzalve de Cordoue, qui combine le feu de l'arquebuse aux piquiers, l'Espagne reprend le triple flambeau de la défense du catholicisme, de la tentative d'hégémonie en Europe et de la lutte contre les Ottomans. La prépondérance militaire espagnole dure jusqu'au milieu du XVII^e siècle (Rocroi, 1643).

L'Empire napoléonien. *Napoléon Bonaparte tente d'établir l'hégémonie française en Europe.* C'est l'empire d'un irrégulier (au sens d'illégitime) de génie, porté par la Révolution

française dont il est, à bien des égards, héritier. *Il s'agit aussi du point culminant de la puissance française, démographique et militaire qui dure, sur le continent, depuis plus d'un siècle et demi (1643-1815). (...) Napoléon crée le modèle qui régit les guerres européennes jusqu'en 1945 : la décentralisation sous commandement unique. Par ailleurs, l'empereur a tiré profit de la « levée en masse », expression du peuple souverain à l'heure de la naissance de l'État-nation qui mettait fin au mercenariat. La guerre change de nature, elle est menée « à outrance » (Carnot) et la bataille vise l'anéantissement. C'est désormais l'ère de ce que Clausewitz a dénommé les « guerres à but absolu ».*

Napoléon recherche l'imperium à l'échelle de l'Europe. C'en est fini des manœuvres dilatoires fréquentes dans les guerres dynastiques. C'est la bataille d'anéantissement qui est recherchée. Artilleur de formation, Napoléon accorde une place essentielle à l'artillerie, rend les troupes plus mobiles en modifiant les problèmes logistiques : on se ravitaille sur le pays en supprimant les convois qui ralentissent l'avance. La guerre est quasi permanente. L'ambition de l'empereur se heurte aux quatre puissances de l'époque : l'Autriche, la Prusse, l'Angleterre, la Russie. Des défaites sévères sont infligées à l'Autriche (et aux Russes) : Austerlitz en 1805, Wagram en 1808 ; à la Prusse : désastre d'Iéna en 1806, qui provoque chez quelques réformateurs (Scharnhorst, Gneisenau) un sursaut salutaire ; à la Russie : Friedland en 1807.

Nombre d'États sont dominés ou sous influence : Pays-Bas, Westphalie, Suisse, Confédération du Rhin, royaumes d'Italie et de Naples, Provinces illyriennes. Certains ont à leur tête des membres de la famille Bonaparte. Le royaume de Prusse et l'empire d'Autriche sont contraints à faire alliance avec la France. Acharné à mettre l'Angleterre à genoux, l'Empereur, malgré le désastre maritime de Trafalgar (1805) qui élimine les flottes française et espagnole, tente d'instituer un blocus continental (1806). Une fois encore l'insularité sauve la Grande-Bretagne protégée par sa flotte.

Les prétentions napoléoniennes sur le trône d'Espagne se transforment rapidement en une coûteuse petite guerre (1808-1814) soutenue, à partir du Portugal, par les Anglais (Wellington). Cette guérilla, menée dans un pays montagneux et pauvre par une population sobre et combative, coûte plusieurs centaines de milliers d'hommes aux Français. La campagne de Russie (1812), entreprise après la création d'un grand-duché de Varsovie, permet d'atteindre Moscou après la dure bataille de la Moskova (Borodino). Mais aucune négociation de paix n'est recherchée par le tsar. (...) La retraite, difficile, harcelée par les partisans, des cosaques organisés par Denis Davidoff, se transforme en un désastre à partir du passage de la Bérézina et de la vague de froid des dernières semaines. La plus grande armée jamais réunie jusque-là subit les pertes les plus sévères jamais enregistrées dans l'histoire.

La guerre menée sur des théâtres où les sociétés sont d'un niveau à peu près égal et ont obéi aux mêmes règles a été gagnée par Napoléon. Dans des sociétés pauvres et très traditionnelles, sans surplus véritable, la guerre obéit à d'autres règles qui se révèlent coûteuses.

7 Une esquisse d'Europe

La grandeur de l'Europe occidentale s'est construite sur les mers. Les milieux montagnards, souvent zones refuges, sont conservateurs. La Confédération suisse, formée sur un modèle démocratique dès les XIII^e-XIV^e siècles, destinée à défendre des libertés traditionnelles menacées par les Habsbourg, est une exception. En Méditerranée, c'était déjà

le cas avec Venise et Gênes. *Mais, jusqu'aux XIV^e-XV^e siècles, les grands échanges, à l'échelle de la masse eurasiatique, sont dominés sur mer comme sur terre par les musulmans. À la fin du XIII^e siècle, les croisades se terminent par la disparition du dernier bastion des États francs, Acre, en 1291. L'Espagne ne s'est pas encore libérée au XIV^e siècle. La Grèce, la Bulgarie, la Serbie, tout ce qui se trouve au sud du Danube est alors ottoman. Constantinople tombe en 1453.*

Avant que l'océan Indien et l'Atlantique ne soient investis, la situation géopolitique globale de l'Europe chrétienne – c'est ainsi qu'elle se définit à l'époque – n'est pas brillante, même si elle est contrastée. *L'Europe occidentale est ce finistère privilégié qui, à l'ouest de la ligne Dantzig-Vienne-Trieste, a eu l'immense privilège, à l'exception de l'Espagne, de n'être plus envahi depuis la fin du X^e siècle. À l'autre extrémité de l'Europe, en ce milieu du XV^e siècle où Constantinople vient de tomber, la Moscovie est toujours sous le joug mongol. Les Balkans sont sous domination ottomane depuis la fin du XIV^e siècle. La Pologne, unie à la Lituanie et à la Hongrie, est puissante et cette dernière, au XV^e siècle, est le rempart de la chrétienté face à l'avancée ottomane. Les deux dernières croisades destinées à desserrer l'étau autour de Constantinople ont échoué (1396 et 1444).*

C'est aux Portugais que revient le mérite premier d'avoir, durant le XV^e siècle, investi un effort soutenu pour explorer les côtes d'Afrique, franchi le cap de Bonne-Espérance (1487), puis d'atteindre les côtes méridionales de l'Inde, à Malacca (1511), à l'Insulinde et, par la suite, d'être les premiers Européens à aborder au Japon (1542). Dès 1500, le Brésil avait été atteint. C'est à Albuquerque, gouverneur général portugais à Goa, que revient le mérite d'asseoir la domination portugaise, ravissant ainsi aux musulmans le monopole du commerce maritime sur l'océan indien.

L'Espagne est à l'origine de la première circumnavigation du monde, entamée par Magellan (1519-1522) après les voyages de Colomb au Nouveau Monde, et surtout de la conquête de la plus grande partie du continent américain. (...) Il faut l'alliance de la maison d'Autriche, de l'Espagne, de Venise et de la papauté pour remporter la bataille de Lépante (1571) Mais l'année suivante, la flotte ottomane est reconstituée.

La mer, la course, les échanges (Compagnie des Indes néerlandaises) jouent un rôle essentiel. Ce sont les Hollandais qui ravissent aux Portugais le contrôle de l'océan Indien. Les Pays-Bas avec Amsterdam (Anvers a décliné après le sac espagnol de 1585) sont comme l'épicentre d'une Europe éclairée, prospère et maritime jusqu'à ce que l'Angleterre leur arrache la prépondérance. L'Angleterre est une île, et depuis 1066, aucune armée étrangère n'a débarqué sur son sol. Jusqu'en 1453, date à laquelle elle quitte le continent à l'exception de Calais, c'est elle qui se bat pour des raisons dynastiques hors d'Angleterre. Sous Henri VIII, elle se libère de la tutelle romaine et prend pleinement conscience, sous Elisabeth I^{er}, de l'absolue nécessité de garantir son indépendance par sa puissance maritime.

L'échec de l'Invincible Armada (1588) est suivi d'autres tentatives espagnoles, toutes sans succès (1595, 1597, 1603). L'Espagne reste cependant la puissance majeure de l'époque. Tôt, l'Angleterre, qui établit progressivement son autorité sur la Grande-Bretagne et l'Irlande, constitue un empire maritime qui fera d'elle, par la suite, le plus vaste empire colonial. En même temps, tout en s'engageant le moins possible dans les guerres continentales, elle veille à empêcher l'hégémonie espagnole, comme plus tard, à plusieurs reprises, celle de la France. De fait, les troupes anglaises participent à la guerre de succession d'Espagne (1701-1714) – Marlborough – et à l'effort de guerre contre Napoléon – Wellington.

La fin victorieuse de la guerre de Cent Ans (1453) et la dissolution du duché de Bourgogne (1477) permettent à la royauté française d'envisager une politique de puissance. Géopolitiquement, l'adversaire majeur, au XVI^e siècle, est la formidable puissance des Habsbourg. En effet, Charles Quint est à même de lutter conjointement contre l'Empire ottoman, la France et les princes protestants et d'être militairement vaincu. François Ier est amené, conjoncturellement, à s'allier aux Ottomans. L'ère de la « chrétienté » est close. Les intérêts dynastiques, en Angleterre, en France, sont en train de devenir des intérêts d'État, plus ou moins nationaux. Philippe le Bel, dès le XIV^e siècle, avait déjà fait prévaloir les intérêts de la Couronne par rapport à ceux d'une papauté affaiblie.

Le problème récurrent de la France, sous la royauté comme sous les républiques dans une moindre mesure, est celui des frontières de l'est de cette Lotharingie centrale, tantôt entre les mains des ducs de Bourgogne, tantôt entre celles de l'Espagne, tantôt sous la domination du Saint Empire germanique, qui se cristallise sur l'Alsace-Lorraine à l'heure de l'unité allemande. La prépondérance française, sur le continent, confortée par une vigoureuse démographie, très supérieure à tous ses rivaux, est effective entre 1648 et 1814. Au centre de l'Europe, le Saint Empire romain germanique n'est plus qu'un puzzle géant qui dort, jusqu'à ce que le nationalisme allemand, véhiculé par la Prusse, ne le réveille dans la seconde partie du XIX^e siècle. Ce géant, par la suite, ébranlera par deux fois l'équilibre du monde.

Au sortir des guerres de Religion, au terme desquelles est établi le principe selon lequel un État a la religion de son souverain (*Cujus regio, ejus religio*), on constate le déclin de l'Espagne et la montée de la prépondérance française. La maison d'Autriche, apanage des Habsbourg, est puissante, mais essentiellement continentale. Elle subit la poussée ottomane par intermittence jusqu'en 1683. Les Pays-Bas et leur extension maritime sont prospères et puissants. L'Angleterre va s'efforcer, avec succès, de ravir la prépondérance maritime aux néerlandais. En trois conflits (1652-1654, 1665-1667, 1672-1674), les Anglais établissent leur suprématie.

La France de Louis XIV, le plus peuplé des États européens (depuis longtemps déjà et qui reste tel jusqu'au premier tiers du XIX^e siècle) s'épuise en quatre conflits coûteux pour des profits territoriaux mineurs, lors desquels elle affronte tour à tour des alliances unissant la Hollande, l'Angleterre, l'Autriche et la Suède. Dans la compétition impériale menée outre-mer par l'Angleterre et la France, Londres sort grand vainqueur en Inde comme au Canada (traité de Paris, 1763).

L'Europe, au moment où Napoléon Bonaparte tente de la dominer, se résume à quelques puissances : Autriche, Angleterre, Prusse et Russie. La guerre continue débouche sur une suite interminable de victoires sur un théâtre considérable en termes européens. Seule l'Angleterre échappe, grâce à son insularité et à sa supériorité maritime (Trafalgar, 1805) à la domination française qui se termine par le désastre de la retraite de Russie (1812). La coalition des adversaires finit par l'emporter avec deux vainqueurs : l'Angleterre qui a entamé son industrialisation, et la maison d'Autriche qui réussit à restaurer les équilibres anciens (congrès de Vienne, 1815).

C'est l'époque de la grande expansion coloniale européenne. Elle est menée essentiellement par les Britanniques qui ont perdu, avec la création des États-Unis, leur domination sur les colonies de la Nouvelle-Angleterre (1776-1812), en partie à cause de l'intervention des Français, mais qui ont réussi à évincer ces derniers du Canada et de l'Inde.

Au XIX^e siècle, la domination maritime britannique est absolue. Les grandes routes maritimes menant aux Indes sont sous son contrôle. La guerre de l'Opium permet la pénétration en Chine (1840).

En Europe, la situation change de façon décisive avec l'ascension de la Prusse, la défaite autrichienne (1866), l'unité allemande et la défaite de la France (1870). *Au cours des trente dernières années du XIX^e siècle, une fois terminée la guerre de Sécession (1861-1865), les États-Unis émergent comme la première puissance industrielle du monde, suivis par l'Allemagne et la Grande-Bretagne.* L'hémisphère ouest, après l'équipée mexicaine de Napoléon III, est sous le contrôle des États-Unis qui parachèvent celui-ci en évinçant l'Espagne de Cuba.

Le partage du monde se termine par l'occupation des Hinterlands africains, décidée au congrès de Berlin (1884-1885) entre puissances européennes. La France et la Grande-Bretagne se partagent la majeure partie du continent. Les Britanniques se heurtent aux Boers en Afrique du Sud (1889-1902). La puissance de l'Allemagne provoque des réalignements. La France se rapproche de la Russie et la Grande-Bretagne de la France, qui veut reprendre l'Alsace-Lorraine coûte que coûte. Les progrès de la puissance de feu ne semblent pas avoir été pleinement perçus par les états-majors ayant tablé, de part et d'autre, sur une guerre courte. Celle-ci éclate compte tenu d'un système d'alliances et aboutit, pour les vaincus surtout, mais aussi pour les vainqueurs, à un endettement dont tirent profit les États-Unis d'Amérique. L'Europe s'est suicidée, mais le sait-elle ? Tout concourt malgré tout à en faire, encore pour un quart de siècle, le centre politique et militaire du monde.

L'empire des Habsbourg d'Autriche. *Du rempart contre les Ottomans aux contradictions nationalistes.* Le congrès de Vienne (1815), largement inspiré par le chancelier autrichien Metternich, remodèle une Europe fondée sur la légitimité dynastique que la Révolution française avait ébranlée et sur un équilibre des puissances européennes bouleversé par Napoléon. L'idée de l'État-nation fondé sur la souveraineté populaire est momentanément enterrée.

L'Empereur d'Autriche préside la Confédération germanique qui regroupe trente-neuf États allemands et l'Autriche et s'accroît de nouveaux territoires : Lombardie, Croatie, Dalmatie. L'Empire réprime les insurrections libérales italiennes, puis est secoué par les révolutions de 1848 (Vienne, Cracovie, Prague, Venise). La Hongrie proclame son indépendance (1849) ; elle est aussi écrasée avec l'aide de la Russie. Le principe de la légitimité dynastique est battu en brèche par la conception de l'État-nation. L'Italie est unifiée (1860) et l'unité de l'Allemagne se fait contre l'empire des Habsbourg. En 1866, la défaite de Sadowa sonne le glas de l'Empire. *Le centre de gravité du monde germanique n'est plus à Vienne, mais désormais à Berlin.* En 1867, l'Autriche-Hongrie devient bicéphale, mais ce partage du pouvoir consenti en faveur de la Hongrie se fait au détriment des nombreux Slaves de l'empire : Tchèques, Slovaques, Polonais, Ruthènes, Slovènes, Croates, Serbes, Roumains de Transylvanie, sans compter d'autres nationalités.

Foncièrement conservateur, l'empire repose sur l'armée, une bureaucratie étriquée et l'Église. Miné par les mouvements nationaux, il se disloque à la fin de la Première Guerre mondiale. La Tchécoslovaquie est créée ainsi qu'un royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes (future Yougoslavie). La Pologne renaît avec de nouvelles frontières (...). *Sur le plan géopolitique, la disparition de l'empire des Habsbourg, comme celle de l'Empire*

ottoman, annonce la fin des empires territoriaux qui est l'un des processus marquants du XX^e siècle.

La Confédération germanique après 1815. *L'antagonisme entre la Prusse et l'Autriche anéantit la Confédération germanique.* Tard venue outre-mer, l'Allemagne se contente du Cameroun, du Sud-Ouest africain, du Togo et du Tanganyika, mais ses ambitions paraissent surtout continentales. La seconde révolution industrielle (fondée, entre autres, sur l'acier) la trouve au premier rang des innovations technologiques et scientifiques et sa population au premier niveau scolaire et universitaire du monde. Dès 1900, la colossale puissance allemande apparaît comme la menace majeure pour les trois principales puissances européennes : la Grande-Bretagne, la France et la Russie dont la frontière jouxte celle de l'Allemagne. La Grande-Bretagne choisit de se rapprocher de la France, tandis que celle-ci s'est assurée de l'alliance russe. Dès lors, le problème stratégique de l'Allemagne impériale, comme en fait foi le plan Schlieffen (1905), est d'éviter une guerre sur deux fronts en se débarrassant d'un des adversaires - la France - et en se portant ensuite vers le second - la Russie, plus lente à mobiliser.

L'Europe voulait-elle la guerre, ou y a-t-elle été entraînée par un système d'alliances ? Une fois la guerre déclarée par l'un des belligérants, le système d'alliances menait au conflit généralisé et les opinions publiques, promptes à s'enflammer à l'époque, partageaient avec les états-majors, de part et d'autre, la perspective d'une victoire rapide. À l'heure des nationalismes agressifs, caractéristiques de l'Europe des années 1870-1945, les grandes aspirations géopolitiques allemandes concernant l'espace vital débouchent après 1914-1918 sur une perte sensible de territoire et un traité de Versailles considéré comme inique. Par la suite, les conséquences de la crise de 1929 s'ajoutent au ressentiment et au souvenir de la catastrophique inflation des années 1920. Ce contexte est canalisé par une idéologie raciste exaltant la germanité et désignant le juif comme bouc émissaire. Le national-socialisme se présente comme un rempart contre le bolchevisme, dans une Allemagne à nouveau prospère grâce à l'économie de guerre.

Après une avancée triomphale, la situation se modifie à Stalingrad et fait place à une longue retraite en bon ordre. En juin 1944, l'Allemagne doit faire face à deux fronts qui s'avancent en tenaille. En mai 1945, c'est la reddition sans condition, tandis que les Soviétiques sont à Berlin. (...) En marge d'autres nombreux crimes de guerre, essentiellement commis sur le front de l'Est et dans des camps de concentration, l'Allemagne nazie, par un génocide, extermine cinq millions deux cent mille juifs (Hilberg). Des processus similaires, à une échelle bien moindre, ont été utilisés à l'égard des Tziganes, des homosexuels et des aliénés, sans oublier le sort réservé aux communistes allemands dans les tout premiers camps de concentration.

L'Empire russe. *Une expansion par continuité territoriale qui fonde son histoire. (...) Cette nouvelle dimension de la géographie russe, son extension considérable à l'est par continuité territoriale, n'a d'équivalent que la conquête de l'Ouest américain. Le terrain, en revanche, ne sera jamais occupé massivement, malgré une vigoureuse démographie au XIX^e siècle.*

Dans la seconde partie du XIX^e siècle, la Russie tsariste apparaît en Asie, des Dardanelles au Tibet, comme le rival de l'Empire britannique, centré sur les Indes. (...) La puissance russe inquiète l'Angleterre qui, avec le concours de la France, intervient en Crimée (1854). Le souci de l'écarter du contrôle du détroit des Dardanelles pousse l'Angleterre à

soutenir l'Empire ottoman alors en pleine déliquescence (1878). Au cours du XIX^e siècle, l'Empire tsariste joue un rôle particulièrement conservateur (1825-1905) : répression des réformateurs « décembristes » (1825), des insurrections polonaises (1831 et 1861), des révolutions de 1848-1849 en Europe centrale, abolition très tardive du servage (1861) après diverses révoltes paysannes.

La Russie connaît une importante croissance démographique et compte quelque cent dix millions d'habitants au début du siècle dernier, dont plus de 80% de Slaves. L'Alaska est vendu aux États-Unis en 1867 et le Transsibérien est achevé au début du siècle dernier. L'empire reste gouverné par des despotes fort peu éclairés et une caste aristocratique foncièrement conservatrice ; les problèmes sociaux ne trouvent aucune solution et les populistes (*narodniki*) n'arrivent à rien modifier. Les capitaux sont surtout étrangers, ce qui facilite l'alliance franco-russe lorsque les deux États s'inquiètent de la formidable puissance de l'Allemagne wilhelmienne.

L'URSS (1917-1991). Héritière territoriale de l'empire tsariste dont elle perd, pour finir, la périphérie. De l'aventure révolutionnaire mythique à la dictature totalitaire. La Russie bolchevique termine la Première Guerre mondiale (traité de Brest-Litovsk) par la perte d'une importante partie des possessions tsaristes à l'ouest : Pologne, pays Baltes, Finlande, Bessarabie. Toutes étaient des possessions impériales. La guerre civile permet de récupérer des territoires qui furent un moment indépendants entre 1919 et 1920 : Ukraine, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan.

Les espoirs révolutionnaires et, par voie de conséquence, la géopolitique de la Russie bolchevique étaient initialement tout entiers tournés vers l'Allemagne. La tentative d'insurrection spartakiste une fois écrasée, le congrès de Bakou (1920) espère trouver des échos dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Le bilan est maigre et c'est au contraire à une insurrection musulmane, la même année, dans l'émirat de Boukhara (à laquelle s'agrège le dirigeant jeune-turc Enver qui rêve de panturquisme) que se heurtent les bolcheviques. Le général Toukhatchevski révèle des qualités de contre-insurrectionnel. Pour l'essentiel, la révolte est réduite dès 1922-1923.

Rompant le pacte tactique germano-soviétique, dont le prix est payé par la Pologne, l'Allemagne attaque en juin 1941. Après une période de considérable recul, l'Union soviétique reprend l'initiative à partir de l'hiver 1942. La victoire sur le nazisme, très chèrement payées en hommes, détermine une avancée considérable à l'ouest. (...) L'avancée des troupes soviétiques permet la constitution d'un glacis considérable au centre de l'Europe : République démocratique allemande, Pologne Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie. Seule l'Autriche, occupée durant une décennie, peut retrouver son indépendance (1955) en échange de sa neutralisation (comme la Finlande).

La guerre froide commence dès les lendemains de la paix lorsque Staline cherche des gains territoriaux au nord-ouest de l'Iran (Azerbaïdjan et République de Mahâbâd au Kurdistan d'Iran) et au nord-est de la Turquie (revendications frontalières sur Kars et Ardahan). Avec la crise de Berlin (1948), l'Europe devient l'enjeu majeur des États-Unis et l'URSS. En 1949, la victoire de Mao Zedong fait basculer un quart de la population mondiale dans le communisme. La guerre de Corée (1950-1953) déplace vers l'Asie la confrontation Est-Ouest. Entre-temps, certaines insurrections communistes sont réduites (Grèce, Philippines, Malaisie), tandis que d'autres triomphent (Indochine).

C'est au lendemain de la conférence anticolonialiste de Bandung (1955) que l'URSS commence à s'intéresser aux pays qu'on appelle alors du « tiers-monde » : l'Égypte nassérienne, l'Indonésie de Soekarno, l'Inde de Nehru sont traités comme des alliés potentiels. Les mouvements de libération nationaux sont encouragés par l'Union soviétique qui est à la tête du « camp socialiste », selon le vocabulaire des années 1950.

Le conflit sino-soviétique éclate dès la conférence de Moscou en 1960 et s'approfondit durant les années suivantes jusqu'à provoquer un schisme où les deux États se livrent à une compétition pour se créer des alliés ou susciter des clients. Entre 1960 et 1975, les avancées de part et d'autre sont plutôt modestes : Cuba pour l'Union soviétique et, de façon plus nuancée, le Vietnam, tandis que la Chine s'appuie sans grand succès sur les mouvements de libération opposés à ceux que soutient Moscou.

Dans les « démocraties populaires » d'Europe, la mainmise de l'Union soviétique et la dictature du Parti communiste national provoquent des oppositions politiques et sociales qui s'expriment souvent avec violence : Berlin-Est en 1953, Budapest en 1956, Prague en 1968. Tandis que les « États-Unis sont paralysés par le « syndrome vietnamien » après leur défaite politique au Vietnam (1973-1975), l'Union soviétique procède à une nouvelle avancée dans le tiers-monde grâce à la collaboration des Cubains : Angola en 1976, Éthiopie en 1977, Nicaragua en 1979.

L'intervention soviétique en Afghanistan (1979) aboutit à un échec, bien qu'à l'époque l'URSS atteint son expansion maximale (Angola, Mozambique, Yémen du Sud, etc.). De fait, la machine bureaucratique bloque toute croissance et dès 1985 Mikhaïl Gorbatchev essaye d'organiser un retrait en bon ordre d'Afghanistan, tout en laissant sur place un régime capable de perdurer. Son échec semble provenir d'une démocratisation (glasnost) engagée sans avoir assuré la restructuration économique (perestroïka). (...) Dès 1988, le système est ébranlé. Dès qu'il devient notoire que la police et l'armée ont ordre de ne pas tirer (selon les directives de Moscou), il craque en Europe centrale où les Polonais ont été à l'avant-garde de la contestation, et avec la chute du mur de Berlin (1989). Bientôt, l'Union soviétique elle-même se délite (1991) avec l'effondrement du Parti communiste, colonne vertébrale du système.

8 La dimension maritime

La grandeur de l'Europe est due, sur le plan territorial, militaire et économique, à sa dimension maritime. *Pour les échanges comme sur le plan militaire, l'importance géopolitique de la mer est capitale.* (...) Dès l'expansion de l'Islam, et sans doute avant, l'océan majeur, jusqu'au XV^e siècle et au-delà, est l'océan Indien. Rythmés par les moussons, les dhows – ces boutres construits au sud de la péninsule Arabique – ont sillonné l'océan jusqu'à Java et en Chine. Ils se rendaient aussi à Sofala et à Kilwa, ports d'Afrique orientale dont Zanzibar était comme l'entrepôt. Aden, Mukalla, Mascate, Ormuz, Calicut, Malacca : ces ports évoquent une époque où la mondialisation était essentiellement le fait des musulmans.

Au XV^e siècle, la traversée de l'océan Indien Java-Ormuz prend moins de cinq mois. Départ avec la bonne saison et des vents favorables en juillet, arrivée vers décembre. Dans l'autre sens, la traversée est plus courte. Tard venus par rapport aux musulmans et aux Chinois, les Européens accomplissent entre 1450 et 1550 des avancées remarquables. Le cap de Bonne-Espérance est doublé en 1487 ; Colomb aborde aux Antilles en 1492, Cabral au

Brésil en 1500. L'équipage de Magellan réussit la première circumnavigation (1519-1522). Les Portugais, avec Albuquerque, ravissent aux musulmans la prééminence sur l'océan Indien.

Les Espagnols s'emparent du Mexique (1521) et du Pérou (à partir de 1532) et contribuent, avec les Portugais, à l'amorce d'une nouvelle mondialisation, cette fois menée par les Européens. Hollandais, Anglais et Français participent bientôt aux explorations maritimes et terrestres ainsi qu'à la course. Les Hollandais supplantent les Portugais dans l'océan Indien avec la Compagnie des Indes néerlandaises. (...) L'Angleterre supprime les Pays-Bas, tandis que la France a une double vocation, maritime et continentale (XVII^e-XVIII^e siècles).

Enrichissement à travers les échanges, projection de puissance, domination sur des terres nouvelles, la géopolitique des mers reste, comme sur terre, guidée par le profit, le désir de dominer (et de connaître) et la prédation. Après sa victoire de Trafalgar (1805), la Grande-Bretagne est maîtresse des mers et se constitue un réseau de bases à l'échelle mondiale, qui lui permet un contrôle global, à l'exception du contrôle de Panama. À partir de la Première Guerre mondiale, les États-Unis ravissent progressivement la première place à la Grande-Bretagne. Après la Seconde, ils dominent à tous égards : en 1945, ils produisent près de 45% de la richesse mondiale (30% en 1900, 20% aujourd'hui).

Comme le fait remarquer Coutau-Bégarie (*L'Océan globalisé*, ECONOMICA, 2007) : « L'essentiel de la construction navale est dorénavant en Extrême-Orient. Même les États-Unis ne peuvent plus prétendre exercer un contrôle comparable à celui qu'exerçait la Grande-Bretagne à la fin du XIX^e siècle. » Certains États sont favorisés par la géographie : les États-Unis ont un domaine d'eau dépassant de 20% leur territoire terrestre, la France dispose du contrôle de dix millions de kilomètres carrés grâce à ses possessions dans le Pacifique Sud et l'océan Indien, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ensemble disposent d'un espace maritime qui dépasse de 50% celui des États-Unis. L'Arctique et l'Antarctique vont jouer un rôle croissant et la compétition y sera serrée, sinon décisive.

Dans sa grande majorité, la construction navale civile est réalisée aujourd'hui par la Corée du Sud (un tiers à elle seule), le Japon et la Chine. Les premiers ports du monde sont Singapour, Shanghai et Hong Kong. Les ports chinois drainent près du tiers du commerce maritime mondial. Sur le plan de la marine militaire à capacité mondiale, les États-Unis sont hégémoniques et entendent le rester. Comme le montre aujourd'hui la concentration de bâtiments près du golfe Persique, la mer demeure le milieu majeur de la projection de puissance.

Venise, puissance méditerranéenne. *Venise contrôle le commerce méditerranéen après le sac de Constantinople par les croisés.* Refuge créé sur une lagune, Venise connaît des débuts modestes au X^e siècle. Le commerce méditerranéen est à l'époque dominé soit par les Arabes, soit par Byzance, qui règne sur les ports italiens de Bari, d'Amalfi et de Salerne. Venise cherche d'abord à s'assurer le contrôle de l'Adriatique (contre les musulmans puis contre les Normands) et entreprend de commercer avec l'Europe au nord des Alpes. C'est en 1123, après une importante victoire navale au large d'Ascalon (Palestine), que Venise – ainsi que d'autres cités italiennes, dont Gênes – commence à établir sa présence orientale sur la Méditerranée.

En 1171, l'empereur byzantin Manuel Comnène confisque les biens des marchands vénitiens établis à Constantinople. La quatrième croisade fournit l'occasion au doge Dandolo de détourner le but initial des croisés vers Constantinople. La ville est mise à sac (1204). Venise contrôle désormais non seulement une importante partie du commerce méditerranéen, mais aussi le Péloponnèse et la Crète, peuplée de colonies militaires et qui joue un rôle de pivot. (...) La ville est à son apogée au XIII^e siècle et, pour un siècle ou deux, le ducat qui y est frappé s'impose comme un étalon monétaire sur les grands ports de la Méditerranée. Dirigée par un doge, la République sérénissime s'efforce avant tout, jusqu'au XIV^e siècle, d'accroître son empire maritime et marchand.

Les Ottomans accentuent leur présence en Méditerranée au XVI^e siècle. Venise perd Chypre, l'année même de la bataille de Lépante (1571) où les galéasses vénitiennes ont joué un rôle décisif. Cependant, la flotte ottomane est rapidement reconstituée. L'ère des cités-États prend fin, tout comme celle des galères. Portugais et Espagnols s'imposent sur l'Atlantique et l'océan Indien.

L'expansion maritime des Portugais et des Espagnols. *Les deux royaumes ibériques seuls présents sur les océans aux XV^e-XVI^e siècles. Le Portugal domine virtuellement le commerce mondial au XVI^e siècle.* En 1494, deux années après la « découverte » de l'Amérique par Christophe Colomb, le traité de Tordesillas par lequel partage virtuellement entre Portugais et Espagnols le monde lance les deux royaumes à la conquête maritime du globe. Avec le traité de Saragosse (1529), l'Espagne et le Portugal instituent une ligne de démarcation plus conforme aux réalités. Hors le Brésil, le continent américain devient chasse gardée des Espagnols.

Les Portugais atteignent Timor, les Moluques, puis Canton et Macao (1514) et abordent au Japon en 1542. Ils cherchent à ravir aux musulmans le monopole du commerce dans l'océan Indien. En 1500, Cabral découvre le Brésil qui commence à être colonisé entre 1520 et 1530. Depuis la base de Cuba, le Mexique est conquis par Hernan Cortés entre 1519 et 1521. Depuis Panama et le Darien (Colombie), l'Empire inca est investi par Francisco Pizarro (à partir de 1532).

La traite des esclaves d'Afrique commence au même temps que s'effondre la démographie indienne, tant que Mexique qu'au Pérou. La traite atlantique dure près de trois siècles et implique aussi les Néerlandais, les Anglais et les Français. Elle concerne entre dix et quinze millions d'Africains (Pétre-Grenouilleau). (...) De la fin du XV^e au milieu du XVI^e siècle, ces deux royaumes chrétiens sont les seuls concurrents pour la conquête des terres à investir. Cette hégémonie ibérique, sur le plan maritime, est d'abord disputée puis éliminée dans la seconde partie du XVI^e et au XVII^e siècle par trois pays : la Hollande, la France et l'Angleterre.

La conquête espagnole de l'Amérique. La domination aztèque sur le Mexique central est récente et mal supportée. Grâce à deux traducteurs, un Espagnol et une Indienne, les Espagnols savent d'emblée comment penser l'adversaire, tandis que ce dernier ignore tout des étrangers venus d'ailleurs tels des dieux. Par un mélange de diplomatie, d'usage de la force, d'audace et de hasard heureux, Cortés l'emporte en dix-huit mois. Face à un adversaire en nombre et puissant, il noue des alliances avec les peuples dominés par les Aztèques. Les épidémies jouent un rôle capital dans la vertigineuse chute démographique des sociétés indiennes.

En 1532, par un coup d'audace rare dans l'histoire, Pizarro, à la tête de quelque cent cinquante Espagnols, parvient à s'emparer d'Atahualpa, l'un des héritiers de l'Empire inca qui vient de triompher de son frère lors d'une guerre civile de succession. L'Empire inca, lui aussi, venait d'être récemment étendu à l'ensemble de la cordillère andine, du Chili à la Colombie, sur quatre mille kilomètres. Après la capture d'Atahualpa, la conquête, bien que non terminée, est relativement aisée. Une fois privées de leur chef, les sociétés centralisées où le dirigeant est vénéré tendent à s'effondrer. Cuzco, la capitale, est investie sans difficulté. Grâce à l'argent des mines de Potosi (Bolivie), l'Espagne connaît une puissance sans égale durant le XVI^e siècle. La géopolitique espagnole, et bientôt européenne, se trouve progressivement bouleversée par l'investissement des Amériques.

Le continent devient hispanophone et lusophone. Par ailleurs, il est christianisé - catholique pour l'essentiel, alors que le continent nord-américain est avant tout anglophone et majoritairement protestant. *Enfin, au cours du XIX^e et au début du XX^e siècle, plus de soixante millions d'Européens émigrent vers le Nouveau Monde. (...) La mondialisation européenne prend toute son ampleur par l'investissement du Nouveau Monde. (...) L'Amérique dite latine résulte, à l'origine, de la conquête des populations indiennes par des Espagnols et des Portugais. Le métissage concerne essentiellement l'adoption de la religion, de la langue du dominateur et de ses façons d'être et de paraître.*

Géopolitiquement, l'Amérique hispanique s'est morcelée, parfois à l'extrême comme en Amérique centrale, et aucun État de première importance – pas même le Mexique, si ce n'est sur le plan démographique – n'a émergé chez les hispanophones. *À l'inverse, sans doute grâce à l'exil royal suscité par l'invasion napoléonienne (1807-1822), le Brésil a pu non seulement préserver, mais accroître sensiblement son territoire. La traite y produit un brassage plus sensible et mieux intégré qu'ailleurs. Après plusieurs avancées et des reculs (le boom du caoutchouc, du sucre, du café), on le range désormais parmi les pays émergents.*

Longtemps chasse gardée des États-Unis qui y interviennent directement pour défendre leurs intérêts économiques ou politiques, l'Amérique latine a récemment accru son autonomie politique et diversifié ses échanges.

Le Brésil est à lui seul aussi vaste que le reste de l'Amérique du Sud, et le pays le plus peuplé (huit million et demi de kilomètres carrés et plus de cent quatre-vingt-dix millions d'habitants). Le pays se divise grossièrement entre un Sud riche, industriel avec des mégapoles (Sao Paulo, Rio), un Nord-Est pauvre et une Amazonie très sous-peuplée, mais écologiquement menacée. (...) Il reste un pays particulièrement inégalitaire : 1% des revenus sont partagés par les 10% les plus pauvres de la population. Une classe moyenne s'est développée au cours de la décennie écoulée depuis les réformes entreprises, notamment sur le plan financier, par Henrique Cardoso (ministre de 1995 à 2003). Cependant, la productivité reste faible (...) Le Brésil reste derrière l'Inde qui, elle-même, est loin derrière la Chine.

L'empire maritime des Hollandais. *La Compagnie hollandaise des Indes orientales supplante les Portugais en Insulinde.* Les Provinces-Unies, qui sont calvinistes, s'arrachent à l'emprise espagnole au terme d'un long conflit (1579-1606) à l'issue duquel Madrid reconnaît leur indépendance *de facto*. Ayant laborieusement disputé leur territoire à la mer, elles deviennent au XVII^e siècle la première république d'Europe. La place financière d'Amsterdam est bientôt le centre d'un empire maritime mondial. Les Provinces-Unies pratiquent une tolérance sans égale à cette époque.

La Compagnie hollandaise des Indes orientales, créée en 1602, domine le commerce extrême-oriental. Solidement implantée en Asie (Malacca en 1641, Macassar en 1669), elle commerce avec la Chine et le Japon. Avec pour point d'appui Le Cap, qu'elle a fondé et colonisé (1652), elle est présente en Inde (Surat, Cochin, 1663). Le quartier général de la Compagnie se trouve à Batavia (aujourd'hui Djakarta) depuis 1619. Les Pays-Bas contribuent à l'élimination des Portugais de l'Asie orientale (sauf Macao et Timor), entre autres en s'abstenant, contrairement à ces derniers, de tout prosélytisme. Dans le Nouveau Monde, les Hollandais cherchent en vain à supplanter les Portugais au Brésil (comptoir à Pernambuco, 1630) et dominent dans le Nord-Est la grande plantation sucrière à main-d'œuvre esclave.

La dure concurrence qui permet aux Hollandais d'évincer de l'océan Indien les Portugais, qui jouissent du monopole du premier arrivé, se retourne bientôt contre les Pays-Bas. Les Anglais surtout s'imposent à la fin du XVII^e et au XVIII^e siècle, sur le continent américain comme en Asie et principalement aux Indes. L'hégémonie maritime passe à la Grande-Bretagne. Les Néerlandais doivent se contenter des Indes orientales. L'apogée de la république des Provinces-Unies, État à la fois démocratique, prospère et centre culturel majeur, se situe entre 1620 et 1672, après quoi elle doit soutenir une ruineuse guerre contre la France de Louis XIV (1672-1678).

L'expansion britannique au XVIII^e siècle. *Les Britanniques éliminent la concurrence hollandaise et évincent les Français d'Inde et du Canada.* Bien que la France demeure au XVIII^e siècle l'État le plus puissant d'Europe par ses armes et le nombre de sa population, l'Angleterre n'a cessé d'affirmer son importance maritime et coloniale pour devenir, avec le traité de Paris (1763), la première puissance à vocation mondiale de l'époque. Dans le jeu d'équilibre auquel se livrent les grands États européens (France, Autriche, Prusse, Russie), l'Angleterre réussit à tenir un rôle d'arbitre destiné à ne laisser aucune puissance continentale devenir hégémonique.

L'Empire britannique s'édifie au XVIII^e siècle à partir de deux pôles : l'Amérique du Nord et les Indes. En Virginie, après une première tentative avortée, la colonisation renaît sur une initiative de Jacques Ier (1607). La culture du tabac fournit une base économique à la petite colonie anglaise. Mais les persécutions religieuses vont nourrir une émigration de puritains (voyage du *Mayflower*, 1620) qui sont à l'origine des premières colonies de Nouvelle-Angleterre (Massachusetts, Connecticut). Dès 1664, la Nouvelle-Amsterdam devient New York et la Pennsylvanie devient la dernière des treize colonies d'Amérique du Nord (1681).

Au Canada, Français et Anglais se heurtent (1690-1697 et 1702-1713). La France doit renoncer à l'Acadie, à Terre-Neuve et aux territoires de la baie d'Hudson. La rivalité continue au long du siècle au Canada, autour des Grands Lacs et du Mississippi. La France perd le Canada, qui devient possession de la couronne britannique. En revanche, les colonies de la Nouvelle-Angleterre se rebellent contre la Couronne et, avec l'aide de la France, se séparent de l'Angleterre en 1776.

L'expansion maritime et coloniale de l'Angleterre est menée concurremment avec la révolution économique anglaise, qu'elle stimule. Adam Smith (1723-1790) en sera le témoin et l'analyste (*De la richesse des nations*). L'économie se mondialise davantage.

L'Empire colonial britannique. *Le plus vaste et le plus peuplé sur tous les continents.* Avec la guerre de l'Opium (1840) et la possession de Hong Kong, la Grande Bretagne devient

présente sur l'ensemble du continent asiatique. L'Inde, où la mainmise anglaise est rétablie au bout de plus d'une année de durs combats après la grande mutinerie des cipayes (1857), dépend de la Couronne à partir de 1858. L'Empire des Indes est institué en 1976, tandis que divers États princiers sont des protectorats. Une importante infrastructure ferroviaire et routière est mise en place, ainsi que de grands travaux d'irrigation. Mais la croissance des industries textiles britanniques se fait au détriment des filatures indiennes.

Afin de garantir la route des Indes –« joyau de la Couronne »-, les Britanniques interviennent en Égypte (1882), contrôlent le canal de Suez et Aden et, par la suite, étendent leur domination à la Birmanie (1886) et à la péninsule malaise (Malacca) qui, avec la création de Singapour, est un relais commercial avec la Chine.

Le projet d'établir une domination coloniale du Caire au Cap, caressé par Cecil Rhodes, se réalise une fois écrasée la grande insurrection des mahdistes au Soudan (bataille d'Omdourman, 1898) et par l'annexion à l'Empire du Tanganyika après la défaite de l'Allemagne en 1918. L'Australie et la Nouvelle-Zélande, conquises sur les Maoris, sont des colonies de peuplement, tout comme le Canada et l'Afrique du Sud. Dans le partage de l'Afrique, la Grande-Bretagne s'adjuge à l'ouest principalement le Nigeria et la Côte-de-l'Or (Ghana).

À la fin de la Première Guerre mondiale, la colonisation est quasiment achevée. La fin de la guerre, avec le démembrement des colonies allemandes – la constitution de mandats sur la Palestine, l'Irak et la Transjordanie. Le Commonwealth est créé en 1931. De très loin, l'Empire britannique, qui compte un nombre important d'îles relais, est le plus vaste et le plus peuplé des empires : quatre cent millions d'individus dépendant de la Couronne à la veille de la Seconde Guerre mondiale. La langue anglaise s'est, depuis les débuts de l'expansion britannique, imposée non seulement dans les colonies de peuplement – États-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande -, mais encore en Inde, où elle est la langue administrative, et dans une importante partie de l'Afrique subsaharienne, dont les pays les plus peuplés comme le Nigeria et l'Afrique du Sud. L'ère victorienne (1857-1901) marque l'apogée d'un empire maritime présent, à l'exception du canal de Panama, sur tous les points clés : Gibraltar, Suez, Aden, Mascate, Colombo, Malacca, Singapour, Hong Kong, Le Cap. *Rule, Britannia ! rule the waves...*

L'Empire colonial français. *En retrait par rapport à celui des Britanniques au XVIII^e siècle, reprend sa progression au siècle suivant.* Le premier empire colonial français, constitué à partir du XVIII^e siècle en Amérique du Nord et en Inde, a été presque entièrement perdu au profit de l'Angleterre lors du traité de Paris (1763).

Le second empire colonial s'amorce avec le débarquement d'un corps expéditionnaire à Alger en 1830. Limitée d'abord aux zones côtières, l'occupation, durement menée par Bugeaud, s'étend vers l'arrière-pays malgré une résistance prolongée. Elle est à peu près achevée avec la reddition de l'émir Abd el-Kader (1847). Une colonisation de peuplement est entamée. L'appropriation des terres par les colons provoque une importante révolte (1871). Une nouvelle impulsion est donnée à l'expansion coloniale par Faidherbe au Sénégal sous le Second Empire, et par l'investissement de la Cochinchine (Sud Vietnam, 1862-1867) et du Cambodge (1863).

Tandis que Savorgnan de Brazza explore le Congo (1874-1878) puis s'efforce d'étendre la présence française aux marches du Zaïre actuel, la III^e République se lance dans

une politique de conquête. Pour cause première, celle-ci, outre les intérêts économiques, a le souci de restaurer un prestige déclinant après la défaite de 1870 et la prépondérance de la Grande-Bretagne. La Tunisie devient un protectorat français en 1881. La conquête du Tonkin (Nord Vietnam) est menée par de dures campagnes (1883-1885) et un protectorat y est imposé, ainsi que sur l'Annam (Centre Vietnam). L'Union indochinoise est formée, elle comprend le Vietnam et le Cambodge, auxquels le Laos est intégré.

Après le Sénégal, où la présence est déjà ancienne (Saint-Louis), le Tchad et surtout les pays côtiers du golfe de Guinée – Côte d'Ivoire, Guinée, Dahomey – sont occupés. Et plus près de l'Équateur, ce sont le Gabon, le Congo et l'Oubangui-Chari (République centrafricaine). Un protectorat est imposé à Madagascar en 1885, mais l'occupation effective est intelligemment menée par Gallieni en 1894-1896. Un ministère des Colonies est créé en 1894. L'Algérie 'plus d'un demi-million de colons pour près de cinq millions de musulmans en 1900) est par la suite intégrée au territoire national. La Maroc devient tardivement un protectorat géré avec pertinence avec Lyautey. Ce pays, cependant, connaît à partir du Rif (1922) tenu par les Espagnols une résistance qui s'étend jusqu'en 1934.

La France se constitue le deuxième empire colonial du monde, loin cependant en importance derrière celui de la Grande-Bretagne. La fin de la Première Guerre mondiale donne à la France une partie des possessions coloniales africaines de l'Allemagne (Togo, Cameroun), et la chute de l'Empire ottoman permet la création de mandats en Syrie et au Liban.

Déjà, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, les élites locales des pays colonisés, Indochinois en tête, retournent contre la France les idées de souveraineté de la nation et de liberté dont celle-ci se réclame. La fin de la guerre est immédiatement suivie de mouvements de libération qui débouchent sur Diên Biên Phu (1954) et la fin de l'Algérie française (1962). (...) Aujourd'hui, les possessions françaises dans le Pacifique jouent un rôle important dans le cadre du droit maritime contemporain.

Le Pacifique. *Tend à prendre la place majeure qui fut celle de l'Atlantique.*

L'océan Indien. *Océan du premier échange mondial, aujourd'hui essentiel aux échanges maritimes entre l'Europe et l'Extrême-Orient.* En raison des flux pétroliers en provenance du Golfe véhiculés soit *via* Le Cap, soit vers le Japon et la Chine *via* les détroits de Malacca et de Lombok, l'océan Indien est géopolitiquement très sensible. La flotte américaine est présente aux passages majeurs, à la sortie de la mer Rouge comme à celle du golfe Persique. Diego Garcia reste une base majeure.

La Chine, afin de conforter ses approvisionnements énergétiques, multiplie autour de la Birmanie (Pakistan, Inde, Cambodge) des bases navales. Plusieurs États cherchent à augmenter substantiellement leur marine : Chine, Inde, Australie. La piraterie, pour l'essentiel éradiquée dans le détroit de Malacca grâce à la vigilance politique des États riverains (Singapour, Malaisie, Indonésie), s'est développée de façon importante sur les côtes et au large d'une Somalie en proie à l'anarchie. Des bâtiments de près d'une dizaine de pays y croisent, sans pour autant parvenir à la juguler.

L'Antarctique. *Hautement disputé demain. L'Antarctique est sans doute le pôle où les revendications territoriales et, par voie de conséquence, la possibilité de prospecter et d'exploiter le potentiel représenté par ce continent s'annoncent le plus complexes.* Depuis le

début du siècle dernier, sept États ont affirmé posséder des droits territoriaux concentriques sur des portions du continent antarctique : Royaume-Uni (1908), Nouvelle-Zélande (1923), France (1924), Australie (1933), Norvège (1939), Chili (1940), Argentine (1943). À ces États se sont plus récemment ajoutés le Brésil, les États-Unis, la Russie et la Chine. La compétition est ouverte.

L'Arctique. *L'arctique : la fonte relative des glaces ouvre peu à peu de nouvelles possibilités économiques aux cinq États riverains.* L'Arctique a pour États riverains : Russie, Canada, États-Unis, Norvège (auxquels le Groenland qui à l'heure actuelle en dépend, bien qu'il soit autonome et ne fasse pas partie de l'Union européenne), et Finlande. Ces riverains sont soumis jusqu'à présent à la convention de l'Onu de 1982, entérinée en 1994, sur le droit de la mer fixant les eaux territoriales à 200 miles nautiques 'pouvant être modifiées en fonction des plates-formes continentales des riverains).

Une zone maritime internationale au centre de l'Arctique recouvre une aire occupée par la banquise permanente. La perspective d'exploitation de ressources en hydrocarbures et en richesses minières et l'importance de la pêche dans un contexte mouvant déterminé par le réchauffement climatique laissent prévoir d'après compétitions dans un avenir proche. La fonte des glaces, qui s'est accélérée à la périphérie de l'Arctique, permettra durant les saisons estivales d'envisager l'ouverture de routes régulières au nord-est (Russie) et au nord-ouest (Canada, Alaska).

III DE QUELQUES PUISSANCES AUJOURD'HUI

L'état des lieux. Au cours du XIX^e siècle, l'extraordinaire supériorité de l'Europe sur le plan politique et militaire, Russie comprise, culmine entre 1890 et 1914. Celle-ci, seulement contestée par le Japon quelques décennies après la révolution du Meiji, n'avait pas été établie depuis la découverte de l'Amérique, contrairement à une idée largement répandue. *Vers 1700-1750, la Chine, l'Empire ottoman, l'Iran, l'Onde moghole restent des puissances militaires et même économiques très importantes.*

La Chine des Mandchous est prospère et puissante jusqu'en 1796. L'imperium européen, par la suite relayé par les États-Unis, est beaucoup plus récent et c'est le milieu du XVIII^e siècle qui marque sa prépondérance se transformant, au siècle suivant, en hégémonie absolue. Le monde d'aujourd'hui n'a qu'une seule puissance globale : les États-Unis. De très loin première puissance militaire, les États-Unis contrôlent les mers et l'espace. Ils représentent près de 20% de l'économie mondiale.

Mais en Asie, des puissances régionales ont pris, au cours des deux dernières décennies, sur le plan économique, une place croissante qui se traduit par un poids politique grandissant. Au premier chef, la Chine qui, comme le Japon jadis, mais avec davantage de ressources matérielles et humaines, s'affirme comme un acteur majeur. L'Inde, loin derrière encore, est cependant candidat pour faire partie de la demi-douzaine d'États les plus importants du monde. D'autres pays, comme la Russie, richement dotée en hydrocarbures et disposant d'un territoire exceptionnellement vaste, détiennent toujours un armement nucléaire considérable. En dehors du Brésil, quasiment tous les États qui sont des puissances régionales à des titres divers se trouvent en Asie (à l'exception, peut-être de l'Afrique du Sud).

Le Japon est la troisième puissance économique mondiale. Il a connu, depuis le début des années 1990, des années difficiles qui contrastent avec son essor très dynamique des décennies précédentes. Sa population, caractérisée par l'endogamie, est particulièrement vieillissante.

La partie essentielle se joue, sur le plan stratégique et politique, sur la masse eurasiatique où les États-Unis sont toujours les meneurs de jeu. L'Amérique latine a substantiellement changé depuis la période caractérisée par les guérillas et les terrorismes urbains. Les États-Unis n'y paraissent plus omnipotents. Deux pays du continent font partie du G20 : le Brésil, qui connaît une croissance effective, et le Mexique, à la population importante mais où l'État a peine à faire régner l'ordre et la loi.

En dehors de quelques États, comme le Botswana et la Namibie, l'Afrique subsaharienne reste un continent où la croissance démographique annule les modestes avancées économiques. Les abondantes ressources du continent en hydrocarbures (Angola, Nigeria, Guinée équatoriale, Gabon, Tchad) ou en minerais (Afrique australe) ne profitent guère aux populations, sinon à des couches dirigeantes corrompues. Hier comme aujourd'hui, ces matières premières sont transformées hors du continent.

La Turquie. *Un État régional majeur, aux ambitions eurasiatiques.* À la fin de la Première Guerre mondiale, la Turquie a échappé au morcellement qui lui était réservé par les vainqueurs, grâce au génie de Mustafa Kemal. Le traité de Lausanne (1923) entérinait l'existence de la nouvelle république fondée sur le modèle de l'État-nation.

Une rupture radicale permettait de sauver le noyau anatolien après douze années de conflits ininterrompus entre les guerres balkaniques (1910) et celles avec la Grèce (1922), au cours desquelles les Jeunes-Turcs avaient intentionnellement éliminé les minorités religieuses territoriales - dont radicalement les Arméniens (Un million de « disparus » selon les carnets de Talat Pacha (Istanbul 2008)) - et perdu leur empire au Proche-Orient. Un échange de populations (1 300 000 Grecs de Turquie contre 500 000 Turcs de Grèce) clôt cette période.

La césarienne culturelle opérée par Mustafa Kemal, avec l'adoption du sécularisme (suppression du califat) et des normes juridiques européennes, ne pénétrait que superficiellement les masses anatoliennes, un nationalisme très entier était propagé. L'État était proclamé celui des seuls Turcs, dans la tradition jacobine, malgré l'existence, entre autres, d'une importante minorité kurde (environ 20% aujourd'hui). Les élites turques s'europanisaient, comme d'autres élites asiatiques, à une époque où l'Europe était le prestigieux modèle de la modernité technicienne du sécularisme et de la puissance militaire.

La Turquie, malgré les demandes réitérées de l'Allemagne, hésite à s'engager contre l'URSS et reste neutre entre 1941 et 1945, sinon dans les derniers mois du conflit où elle opte pour les vainqueurs. Inquiète, à juste titre, des visées de Staline (sur les vilayets de Kars et Ardahan, 1946), la Turquie, après avoir envoyé ses troupes en Corée pour épauler les États-Unis, garantit sa sécurité en devenant membre de l'Otan (1952).

À partir des années 1960, l'arrivée massive des ruraux à Istanbul et dans les grands centres urbains joue en faveur du retour discret d'une tradition religieuse officiellement non encouragée. En 1974, la Turquie intervient militairement à Chypre, initialement pour y défendre la minorité turque, mais l'armée prend le contrôle du tiers du territoire et en expulse les Grecs bientôt remplacés par des Turcs de Turquie. Une République turque de Chypre du

Nord est proclamée (1983), internationalement non reconnue. Cette question est devenue un problème européen depuis l'adhésion de la République de Chypre à l'Union européenne (2004) qu'Ankara ne veut pas, jusqu'à présent, reconnaître. De fait, la Turquie occupe militairement une partie du territoire d'un membre de l'Union européenne, à laquelle elle entend adhérer. Cette question devra être réglée.

Au cours des années 1980, une insurrection éclate qui ramène l'attention sur le problème kurde sans qu'aucun changement de statut ne soit apporté malgré un quart de siècle de conflit armé (30 000 morts au moins). L'armée, depuis la création de la république, continue d'exercer le pouvoir ultime, y compris à travers des coups d'État, et s'estime l'héritière du kémalisme. (...) Les rapports de la Turquie avec leurs Kurdes comme avec ceux de la région kurde d'Irak (riche en pétrole, voire en gaz) s'améliorent (2009), malgré l'hostilité de courants influents.

L'Union (européenne) (...) est le premier partenaire de la Turquie, tant pour les exportations que pour les importations. La récente montée électorale des « islamistes modérés » de l'AKP a ouvert une transition politique et diplomatique qui démontre l'assurance d'un État régional à la croissance économique vigoureuse, avec lequel il faut compter. Le bras de fer avec une partie d l'armée a tourné à l'avantage de l'AKP. Un nationalisme ombrageux permet une cohabitation. Le développement économique, les capacités hydrauliques et le tracé des oléoducs et gazoducs existant ou à venir (Nabucco) confortent la position géostratégique d'un État qui est le carrefour majeur de la masse eurasiatique.

(La Turquie) reste un allié des États-Unis, mais de façon pleinement autonome (comme lors de la guerre d'Irak en 2003) et sans être un État client. Son éventuelle inclusion à l'Union européenne, si elle devait se faire, lui garantirait une manne considérable pour l'aider à se hisser à un niveau de développement permettant une projection de puissance accrue. Avec soixante-quinze millions d'habitants (2008) et la perspective d'avosiner les quatre-vingt-dix millions dans une douzaine d'années, la Turquie aura un poids prépondérant au Parlement européen et près d'un Européen sur cinq sera turc. (...) En Allemagne, en 2008, où se trouve une importante communauté turque, Erdogan déclarait que l'assimilation est « un crime contre l'humanité ».

C'est dans (un) contexte destiné à contrer la Russie et l'Iran sur le plan énergétique et politique que les États-Unis voient l'utilité de l'alliance avec la Turquie. (...) Depuis quelques années, une politique d'influence a été mise en place en Asie centrale, du Kazakhstan au Kirghizistan, à travers un réseau de collèges et d'universités destiné à former les élites régionales de demain, tandis que le satellite Turksat y accroît la présence culturelle de la Turquie. En Afghanistan où, en tant que membre de l'Otan, ce pays participe à l'Isaf, Ankara s'est fait le défenseur des Ouzbeks (turcophones) et de leur dirigeant, Abdul Rachid Dostom. Enfin, Erdogan ne déclarait-il pas après les émeutes au Xinjiang de l'été 2009, qui avaient causé la mort de sept cent cinquante Ouïghours (turcophones), qu'il s'agissait d'une « sorte de génocide » ?

Pour exercer cette politique de puissance régionale articulée sur plusieurs registres qu'elle entend devenir après avoir distancié son concurrent le plus sérieux, l'Iran, la Turquie veut s'imposer comme la principale puissance sunnite du Moyen-Orient.

L'Iran. Dans des conditions contraires (encerclément), l'Iran s'efforce d'occuper régionalement la place qu'il estime lui revenir. Dès la prise du pouvoir de l'ayatollah Khomeiny (1979), la volonté de rupture avec les États-Unis était manifeste (séquestration prolongée des membres de l'ambassade américaine). De plus, l'appui international quasi unanime fourni à l'agression de l'Irak de Saddam Hussein (1980-1988) renforçait l'opposition du régime à un système international dominé par les Occidentaux qui n'avaient pas même condamné l'usage, par l'Irak, d'armes chimiques.

Depuis 1979, l'Iran est une théocratie, dirigée d'abord par l'ayatollah Khomeiny puis par l'ayatollah Khamenei. Le pouvoir s'appuie, entre autres, sur une hiérarchie de quelque 200 000 mollahs, sur les *pasdarans* (gardiens de la révolution) et autres milices issues de milieux déshérités (*bassijis*). La société civile urbaine paraît ne plus approuver le régime depuis la gestion économique inepte d'Ahmadinejad, sauf sur le registre du nationalisme. La perception que l'Iran a de sa sécurité a été conditionnée par la présence de troupes américaines sur ses flancs, en Irak et en Afghanistan. Cette présence est complétée dans le golfe Persique par la présence navale américaine (porte-avions) et le réseau de leurs bases.

L'élection (1997) du président modéré Mohammad Khatani ouvre une ère de réformes économiques et politiques qui amorcera une ouverture. La politique menée par G.W. Bush à partir de 2002-2003 provoque le retour en force des conservateurs entre 2003 et 2005. (...) Depuis la montée au pouvoir d'Ahmadinejad (2005), le régime s'est durci et pratique une escalade verbale à l'encontre d'Israël. Cela afin de renforcer son prestige auprès des masses musulmanes sunnites, tout en accroissant les performances de ses missiles. (...) Un Iran doté de l'arme nucléaire priverait Israël du monopole de la bombe au Moyen-Orient et éveille les plus vives inquiétudes auprès d'États comme l'Arabie saoudite. Cela provoquerait une course aux armements dans la région.

La géopolitique de l'Iran reste, dans une large mesure, limitée dans le monde musulman par le fait que la majorité de celui-ci est sunnite. En revanche, l'accession au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny a été un rude choc pour l'Arabie saoudite qui se veut le défenseur suprême du sunnisme. La nouvelle donne, en Irak, conséquence de la guerre entreprise en 2003 sur l'instigation des néoconservateurs et de leurs alliés au Pentagone et à la vice-présidence, a mis les chiites au pouvoir à Bagdad. L'influence de l'Iran en sort directement renforcée.

L'Iran, peuplé de moins d'une moitié de Persans, a intégré, sur les plans économique et politique, sa minorité la plus nombreuse, les Azéris (environ 25%). En revanche, les Kurdes, surtout sunnites, réclament en vain, depuis longtemps déjà, une autonomie. Contrairement à ceux de Turquie, les Kurdes d'Iran ont toujours bénéficié de droits culturels et de celui d'affirmer leur identité. Il n'est pas sans intérêt de noter que dans le conflit du Haut-Karabagh, l'Iran (persan) soutient davantage les Arméniens que les Azéris, pourtant chiites. Cela a pour origine le spectre agité (comme sous Staline en 1945-1946) par Bakou, peu après l'effondrement de l'URSS, d'un « Grand Azerbaïdjan ».

Riche en hydrocarbures, l'Iran cherche à concrétiser un projet d'oléoduc vers l'Inde et entretient des relations fondées sur des intérêts communs avec la Chine ainsi que, de façon plus ambiguë, avec la Russie. L'Iran veut occuper une place centrale eu Moyen-Orient. Riche en hydrocarbures, mais bridé pour acheminer ceux-ci par les États-Unis, l'Iran cherche à sortir de son isolement géopolitique en traitant avec l'Inde, la Chine et même la Turquie.

Israël. *Puissance militaire et politique sans rapport avec son exigüité territoriale*. La Grande-Bretagne, malgré la déclaration Balfour (1917) qui envisage d'un œil favorable la création d'un « foyer juif », a contribué au renforcement de la minorité juive du mandat, tout en pratiquant une politique ambivalente soucieuse de ses intérêts dans le monde arabe. La montée au pouvoir des nazis et les circonstances tragiques de la Seconde Guerre mondiale amènent, dans des conditions difficiles, de nouvelles vagues d'immigrants juifs. Les relations avec la puissance mandatrice tournent au conflit ouvert (1945-1947) et s'expriment par des méthodes terroristes.

Le plan de partage onusien (avec l'aval de l'URSS) de 1947 étant rejeté par les États arabes, la guerre était inévitable. Elle est gagnée par Israël, avec le soutien, via la Tchécoslovaquie, de l'Union soviétique qui y voit un recul de l'impérialisme britannique. L'éviction (ou le départ plus ou moins forcé) de 700 000 Arabes et un territoire plus vaste que celui initialement dévolu par le plan de l'Onu constituent les fruits de la victoire. La seule armée arabe redoutable de ce conflit, la Légion arabe de Transjordanie, n'a pas permis de se rendre maître de la vieille ville où se trouve le mur des Lamentations. D'emblée, la sécurité (*bitahon*) devient le souci essentiel de ce petit État de 21 000 km² entouré de voisins hostiles décidés à ne pas reconnaître ce qu'ils souhaitent voir disparaître.

Israël est perçu comme un corps étranger, plus ou moins dans la mouvance de l'expansionnisme européen, et la défaite des États arabes est durement ressentie. Par la suite, l'exigüité du territoire détermine l'État d'Israël à attaquer en premier sur le territoire de l'Autre (Sinaï, 1956), lorsque les circonstances sont favorables (expédition franco-anglaise de Suez, 1967). L'aide et la coopération de la France, durant cette période, sont essentielles.

La guerre de juin 1967, déclenchée préventivement, est un triomphe. La défaite humiliante des États arabes permet l'émergence d'une lutte armée palestinienne jusque-là bridée par les États arabes pour des raisons différentes : l'Égypte parce qu'elle est d'abord soucieuse de panarabisme, la Jordanie parce qu'elle a annexé la Cisjordanie (1949) et a toujours craint une entité palestinienne remettant en cause la légitimité de la dynastie hachémite (plus des deux tiers de la population de la Jordanie est d'origine palestinienne).

La guerre d'octobre 1973 prend Israël par surprise. Elle n'était pas destinée, pour les Égyptiens, à pousser l'avantage. Grâce à la percée tactique du général Sharon, Israël reprend l'initiative. Le pont aérien joue également un rôle important. C'est la dernière guerre d'Israël. Les autres ont été des incursions (Liban par deux fois, Gaza).

À partir de 1967, les États-Unis sont l'allié majeur - et le seul essentiel - d'Israël. Au fil du temps, outre d'excellentes relations avec les États européens, Israël a pu élargir son périmètre de sécurité de façon spectaculaire ; la géopolitique régionale change : neutralisation de l'Égypte - État arabe déterminant sans lequel le monde arabe du Machrek est impotent -, relations stratégiques avec la Jordanie et la Turquie, coopération avec divers États anciennement membres de l'URSS, Géorgie, Azerbaïdjan, Asie centrale, etc.

Aucun acteur étatique arabe n'est plus à craindre depuis la disparition de Saddam Hussein en Irak. L'arrivée massive des juifs de Russie modifie la démographie et amène une mentalité spécifique dont Avigdor Lieberman paraît être une des expressions (comme l'illustre son attitude à l'égard des palestiniens d'Israël, qui sont 1,3 million). Reste l'hypothèque iranienne, face à laquelle Israël préférerait user de la force malgré les réticences américaines.

Par ailleurs, géopolitiquement et, ne l'oublions pas, dans le cadre d'un espace très réduit (un peu plus de 5500 km²), Israël pratique sans le proclamer depuis 1967 et de façon accélérée depuis 1977 (montée au pouvoir du Likoud) un processus d'occupation du terrain mené de façon continue en Cisjordanie et à Jérusalem. Le nombre des implantations se monte, entre Jérusalem (200 000) et la Cisjordanie, à environ 500 000 personnes (2009). Beaucoup d'implantations sont menées dans un esprit messianique.

Les mouvements palestiniens ont-ils activement cherché le soutien de ceux qui, à l'intérieur d'Israël, nombreux naguère, voulaient la paix plutôt que les territoires ? Il n'en reste pas moins que dans ce dossier passionnel où chaque camp accuse l'autre de barbarie et de perfidie, ce sont les Palestiniens qui sont les victimes territoriales. (...) Le Hamas (2009) en est toujours à nier l'existence d'Israël, ce qui conforte ceux qui, en Israël, ne souhaitent pas la création d'un État palestiniens.

Le temps, contrairement à ce qu'on entend souvent, a travaillé pour les Israéliens. Le Hamas (au développement duquel le Mossad n'est pas étranger) a contribué à l'affaiblissement de l'OLP et à la marginalisation de son dirigeant. Le refus de reconnaître l'État d'Israël perpétue l'impasse dans laquelle se trouvent les Palestiniens. Le dégagement de Gaza isole 1,5 million de Palestiniens qu'Israël contrôle, mais n'a plus à gérer. En 2008, une incursion israélienne mal préparée au Liban-Sud permet au Hezbollah de démontrer ce qu'un adversaire bien préparé et motivé peut infliger dans une guerre asymétrique à une nation industrielle. Deux ans plus tard, mieux préparée, l'armée israélienne détruit les infrastructures de l'enclave de Gaza, sans toutefois parvenir à éradiquer le Hamas. Gaza, depuis, est assiégée.

L'essentiel, sur le plan géopolitique, est constitué par ce qu'on appelle, en Israël, la Judée et la Samarie (Cisjordanie) où les Palestiniens (2,7 millions) ont subi une importante érosion territoriale. De fait, l'occupation de l'espace par les colonies et le système routier avec ses centaines de postes de contrôle atomisent les populations palestiniennes et réduisent leur mobilité et leurs activités économiques. Le gouvernement actuel a annoncé, contrairement au Kadima de Tzipi Livni, ne pas souhaiter la création d'un État palestinien. C'est ce que corrobore la géographie des implantations israéliennes. Les États-Unis sont officiellement pour la solution des deux États.

L'Inde. *Loin encore derrière la Chine, mais déjà très courtisée.* Trois conflits - 1948, 1965, 1971, après la sanglante partition qui créait le Pakistan (et le futur Bangladesh) – n'ont pas désamorcé l'antagonisme actif entre l'Inde et le Pakistan. Celui-ci se nourrit de la question du Cachemire, de l'Afghanistan où désormais, l'Inde est présente dans une aire que le Pakistan considère comme essentielle à sa profondeur stratégique. De toute évidence, dans cette rivalité constitutive, l'Inde l'a emporté grâce à son dynamisme économique et à sa démocratie. En effet, bien que caractérisée par un grand nombre de langues et de groupes religieux (dont 15% de musulmans), la fédération indienne a été assez souple pour s'adapter à la diversité. En ce qui concerne Cachemire, il faut rappeler qu'une loi votée en 1950, sous Nehru, interdit aux Indiens tout achat de terre au cachemire. Cette loi a été respectée par la démocratie indienne. Rien n'aurait pourtant été plus facile que de noyer les quelques millions de Cachemiris par une arrivée massive d'Indiens de la péninsule (politique pratiquée par la Chine au Xinjiang).

La rivalité active entre les deux États nucléaires s'exprime essentiellement par les attentats terroristes commis depuis une dizaine d'années par des groupes sous contrôle des services pakistanais (ISI). On constate, depuis une quinzaine d'années, un clivage entre

hindouistes ultranationalistes (BJP) et musulmans souvent défavorisés. Des pogroms antimusulmans ont eu lieu (1992, 2002), mais le parti du Congrès s'efforce activement de maintenir une relative harmonie.

La montée des mouvements maoïstes, à l'est et même au centre du pays, est devenue préoccupante. Elle est l'expression de la marginalisation d'une partie de la population (tribale ou discriminée) qui est exclue de la croissance : quatre cent millions d'Indiens subsistent avec 1 dollar par jour.

L'Inde aspire à devenir une grande puissance. (...) Très performante en matière de services et disposant d'une main d'œuvre anglophone abondante, elle draine cependant des handicaps non négligeables, à commencer par une croissance démographique non maîtrisée et un secteur agricole déficient. Par ailleurs, les infrastructures énergétiques, ferroviaires et routières, sont insuffisantes ou désuètes. (...) Enfin, le taux d'alphabétisation reste bas (61% en 2001) et l'infrastructure sanitaire très rudimentaire.

En dehors du Pakistan, l'Inde n'a pas d'adversaire déclaré. (...) L'Inde, pour l'instant, entend préserver sa liberté d'action. Cependant, le projet d'un arc allant du Japon à l'Inde en passant, entre autres, par l'Indonésie, est sans doute envisagé par Washington. (...) Comme en Chine, une partie de la croissance est due aux bas salaires. Il faut rappeler qu'il en fut de même en Europe au XIX^e siècle dans les *sweat shops*, les filatures et les charbonnages : *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre* (1845), de Friedrich Engels, en porte témoignage. L'Inde poursuit le développement de sa marine et, régionalement, est activement présente en Afghanistan, de façon plus discrète au Baloutchistan. L'«influence indienne en Afghanistan inquiète au plus haut point le Pakistan qui mise sur les talibans.

L'Indonésie. L'Indonésie est une entité qui a été créée par la colonisation néerlandaise. D'abord hindouisés (Borobudur comme symbole archéologique et Bali comme reliquat religieux), Java, Sumatra, Sulawesi, etc., sont islamisés et connaissent, notamment à Java, de puissants sultanats rivaux dès le XV^e siècle. (...) Indépendante depuis 1949, l'Indonésie est, en 1955, le lieu où se tient la conférence de Bandung à laquelle participaient Zhou Enlai, Gamal Abdel Nasser, Nehru et le président indonésien Sukarno. Une tentative d'union avec la Malaisie échoue et un coup d'État anticommuniste (1965) se solde par plusieurs centaines de milliers de victimes. Il est suivi par le long règne dictatorial de Sukarno durant lequel l'Indonésie annexe le Timor oriental (1975). Après la disparition de ce dernier, l'Indonésie connaît une transition difficile, aujourd'hui surmontée.

De 38 millions en 1900, l'Indonésie est passée à quelque 240 millions d'habitants en à peine plus d'un siècle, ce qui en fait l'État musulman le plus peuplé du monde. De fait, après la Chine, l'Inde et les États-Unis, l'Indonésie se situe au quatrième rang du point de vue démographique. (...) L'Indonésie s'est remise assez rapidement de la crise financière asiatique de 1997-1998 et des conséquences du tsunami de 2004. Après avoir évacué le Timor oriental, l'Indonésie a pu gérer des séparatismes qui se sont parfois exprimés par les armes : Aceh, Ambon, Sulawesi.

L'archipel, sur le plan géographique, contrôle quasiment tous les points clefs qui séparent l'océan indien de la mer de Chine. Au sein de l'ASEAN, l'Indonésie est le poids lourd (...). L'Indonésie, traditionnellement, pratique un islam modéré, mais a connu, au cours de la dernière décennie, une série d'attentats islamistes (Bali, 2002 et 2008 ; Djakarta, 2009). Elle paraît contrôler la situation, bien qu'on y constate une avancée de l'islamisme militant.

La Chine. *Liée au marché mondial, travaille à se hisser comme puissance hégémonique régionale.* Qui aurait prédit, il y a vingt ans, que les États-Unis, en crise profonde, auraient à coopérer avec une Chine disposant d'avoirs financiers considérables ? (...) Plus de 90% de la population chinoise est han.

La Chine est une dictature nationaliste, dirigée par un parti unique, tendue vers une puissance à recouvrer. Le coût humain en a été et en sera élevé, mais ne l'est-il pas aussi dans la stagnation ? Au nom de la croissance, les pays émergents, surtout sous direction unique, sont prêts à sacrifier la partie marginalisée de leur population. Il est vrai qu'entre le « Grand Bond en avant » et la « Révolution culturelle » (1958-1976), le coût des errements idéologiques a été monstrueux. Les inégalités, depuis, se sont fortement creusées. Privé de travail, on n'a d'autre recours que l'assistance familiale. L'effort pour se hisser au rang de deuxième puissance mondiale a aussi eu un coût humain important.

La course aux fournisseurs d'énergie et/ou de minerais s'est mondialisée avec les marchés africains et latino-américains. La Chine a quadruplé sa consommation d'énergie en moins de trente ans. (...) Afin d'être le moins vulnérable possible, la Chine a diversifié ses sources et ses acheminements : oléoducs depuis le Kazakhstan ; fournisseurs multiples (Iran, Angola, Nigeria, Soudan, Tchad, Algérie, Libye, Venezuela) ; enfin accords pour établir des bases navales chinoises avec le Pakistan, l'Inde, le Myanmar (Birmanie) et le Cambodge.

En 2001, la Chine, la Russie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan constituent le « groupe de Shanghai » officiellement destiné à lutter contre le terrorisme, l'extrémisme religieux et le séparatisme. De fait, il s'agit aussi de contrer la pénétration et l'influence grandissantes des États-Unis. la base de Manas (Kirghizistan), qui était utilisée depuis 2001 par les États-Unis et qui se trouve près de la frontière du Xinjiang, a été supprimée sur l'initiative des Russes et au grand contentement des Chinois. L'alliance circonstancielle avec la Russie est susceptible de se modifier à moyen terme.

La sous-évaluation du yuan, tout en permettant à la Chine de devenir le premier exportateur mondial - contribuant ainsi à maintenir une croissance annuelle d'environ 9% -, l'a rendue détentrice de plus de deux mille milliards de dollars de réserve de change.

La Russie. *Espace, puissance militaire, hydrocarbures, influence régionale (très forte à la périphérie).* Pour la Russie, la décennie des années 1990, après l'effondrement des années 1990, après l'effondrement de l'Union soviétique, a été catastrophique. Il s'agit d'un événement d'une portée moins spectaculaire que le 11 septembre 2001, mais autrement plus important et sans nul doute plus éprouvant. La crise financière des années 1997-1999 a été l'apogée de cette période d'infortune qui a gravement frappé une large partie de la population, tandis qu'une minorité s'enrichissait outrageusement. La restructuration économique fut, au cours des années 1985-1991 (perestroïka), un échec, tandis que les nationalités les plus dynamiques (Baltes, Caucasiens) exprimaient, grâce à la démocratisation (glasnost), leurs frustrations et leurs aspirations. Les indépendances en chaîne ramenaient la Fédération de Russie plus ou moins aux frontières de la fin du XVIII^e siècle, du moins en Asie centrale et en Transcaucasie. Quels que soient, par ailleurs, les mérites de Mikhaël Gorbatchev (la gestion bureaucratique de l'économie était inapte), il aura été l'apprenti sorcier d'une transition qui s'est muée en désastre.

Quant à l'ère Eltsine, qualifiée de « démocratique » par les États-Unis, elle a été l'occasion d'investir autant que faire se peut, à travers certains des « oligarques », les secteurs énergétiques russes. Vladimir Poutine, par la suite, « s'efforce de contrôler les oligarques en s'opposant notamment à ce que des hommes d'affaires américains deviennent P-DG de sociétés pétrolières russes » (Yves Lacoste). En marge de la très brutale répression en Tchétchénie, la période inaugurée par Poutine vise à restaurer un pouvoir central de façon autocratique, tout en améliorant tant bien que mal, grâce au prix du pétrole, la situation du pays. L'armée russe, qui avait été profondément désorganisée, est partiellement restructurée.

La Russie, malgré l'indépendance des quatorze Républiques de l'Union, cherche à conserver des liens avec son « proche étranger ». Son territoire propre reste considérable : 17 millions de kilomètres carrés, ce qui en fait l'État le plus vaste du monde, couvrant, au nord, l'ensemble de la masse asiatique, tout en ayant son centre de gravité démographique presque totalement en Europe. Sa population, en décroissance (alcoolisme important, espérance de vie et natalité basses) rend l'occupation de la Sibérie très parcellaire. Nombre de villes, voire de régions, sont en déshérence. Par ailleurs, la Russie comprend vingt et une régions autonomes, la plupart très modestement peuplées.

Des problèmes peuvent se faire jour dans les Républiques autonomes du Caucase (les islamistes de Chamil Bassaev, à partir de la Tchétchénie, ont tenté, en vain, d'entraîner le Daghestan, puis l'Ingouchie). La situation paraît stable au Tatarstan et au Bachkorstostan, qui disposent d'élites mieux formées que celles du Caucase.

Les révolutions de couleur (« des roses » en Géorgie, « orange » en Ukraine, etc.), venant après la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Cehyan (Turquie), ont pris Moscou par surprise. Menées de façon feutrée, grâce à l'appui d'organisations gouvernementales déguisées en ONG, elles ont rencontré un plein succès en Géorgie et un demi-succès en Ukraine. La Géorgie était handicapée par les erreurs politiques commises par son président, Gamsakhourdia, qui prétendait régenter ses minorités abkhaze et ossète du Sud. La guerre qui s'ensuivit se termina, avec l'appui de Moscou, par des indépendances *de facto* et par un afflux de réfugiés géorgiens d'Abkhazie. Moscou profite des événements pour se doter de moyens de pression sur une Géorgie qui ne faisait pas mystère de son désir de sortir de l'orbite russe.

La confrontation entre la Géorgie et la Russie en août 2008 (...) a pour origine l'intervention intempestive des troupes du président Saakachvili à Tskhinvali (capitale de l'Ossétie du Sud). (...) Cette erreur stratégique permettant une rapide et brève réaction russe qui mettait un coup d'arrêt à la fois aux aspirations géorgiennes de rejoindre l'Otan et au refoulement dont la Russie était l'objet depuis une dizaine d'années.

Afin de parer à ce processus était entre autres mis en place le « groupe de Shanghai » (1996), regroupant, outre la Russie et la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan auxquels s'adjoint l'Ouzbékistan (2001). Il s'agit de se concerter pour lutter contre l'islamisme, le séparatisme, etc., mais surtout, pour les Russes, (comme pour les Chinois) de ne pas laisser les États-Unis étendre leurs bases militaires et leur influence trop près de leurs frontières. La base de Manas (Kirghizistan), que les Américains occupaient depuis 2001, a été l'objet de marchandages jusqu'à ce que Moscou parvienne à l'emporter. Auparavant, les États-Unis avaient perdu celles dont ils disposaient en Ouzbékistan.

La Russie est vivement affectée par la crise financière. Elle mène cependant une politique active à sa périphérie à l'égard de l'Ukraine, de la Géorgie, mais aussi dans le conflit

arméno-azéri où elle occupe une position d'arbitre lui permettant de tenir les deux protagonistes. Dans le dossier nucléaire iranien (civil), Moscou joue un rôle important et son appui ou non dans la négociation menée par les Américains est essentiel.

Cependant, la Russie reste le seul grand pays à être autosuffisant du point de vue énergétique. La bataille est ouverte pour savoir par quel trajet (Russie ou Turquie) passeront les gazoducs du bassin caspien. La « menace » énergétique russe à l'encontre de l'Europe doit être relativisée. L'Union européenne est son principal client.

Les États-Unis. Une frontière à l'échelle du monde. Les treize États de la Nouvelle-Angleterre proclament leur indépendance en 1776, avec l'aide de la France, désireuse d'affaiblir la Grande-Bretagne au lendemain du désastreux traité de Paris (1763). (...) La république fédérée des États-Unis est reconnue en 1783. Une dernière guerre avec la Grande-Bretagne (où Washington est prise et la Maison-Blanche brûlée) en 1812-1814 repousse les Anglais au-delà des Grands Lacs et définit les frontières avec le Canada. Dès 1803, la Louisiane est achetée à la France ;

Sans en avoir encore les moyens, le président Monroe annonce, dès 1823, la doctrine, qui porte son nom, de non-ingérence des Européens sur le continent. Les indiens sont repoussés (1830-1834) vers les territoires qui leur sont assignés plus à l'ouest. L'intégration du Texas dans l'Union (1845) provoque un conflit avec le Mexique. Bientôt, malgré la pugnacité du général Pico, le Mexique est vaincu et doit renoncer à la Californie et à d'autres territoires dans le sud-ouest du pays (1848). C'est aussi l'année de la ruée vers l'or.

La guerre de sécession (1861-1865), la première guerre totale et qui débouche sur l'abolition de l'esclavage, ne ralentit que brièvement l'expansion vers l'ouest. Les résistances indiennes se font plus âpres à mesure que la poussée des Blancs augmente : Cheyennes (1861-1865), Sioux (1865-1868). En 1867, l'Alaska est acheté à la Russie. Deux années plus tard, le premier chemin de fer transcontinental est achevé. Les deux dernières guerres indiennes ont lieu : Apaches (1871-1886), Sioux (1876), Wounded Knee (1890). En 1890, la « frontière » est officiellement atteinte. L'avancée majeure s'est faite en une cinquantaine d'années.

Cette rapide progression n'aurait pu se faire sans un important apport d'immigrants européens. De quatre millions au moment de l'indépendance, la population passe à treize millions en 1830, à cinquante millions en 1850 et à quatre-vingts millions en 1900. Dès 1862, le régime des lois foncières est un encouragement à la colonisation, puisque deux cents acres (quatre-vingts hectares) sont gratuitement offerts à chaque famille afin qu'ils soient mis en valeur (loi du Homestead). L'intégration territoriale s'achève avec l'entrée dans l'Union de l'Oklahoma (1907) et des territoires réservés aux indiens : Arizona et Nouveau-Mexique (1912).

La guerre victorieuse contre l'Espagne (1898) donne aux États-Unis Porto Rico, la base de Guantanamo (Cuba) et, dans le Pacifique, les Philippines qui deviennent colonie américaine jusqu'en 1945. Les Caraïbes sont considérées comme essentielles à la sécurité des États-Unis. Les États-Unis dépassent la production industrielle de l'Allemagne, alors premier État industriel d'Europe devant la Grande-Bretagne au tournant du siècle. La République impériale de Théodore Roosevelt assure, en ce début de XX^e siècle, 30% de la production industrielle mondiale.

En 1904, le canal de Panama, géré par les États-Unis, modifie, sur le plan maritime, la circulation des biens entre l'est et l'ouest des États-Unis. Le creusement de ce canal a été rendu possible par la sécession, encouragée par les États-Unis, d'une partie de la Colombie pour former l'État de Panama. Enfin, dans les Caraïbes, les États-Unis interviennent militairement chaque fois qu'ils estiment leurs intérêts économiques ou politiques menacés et cela, tout au long du XX^e siècle (le plus récemment à Grenade en 1983 et à Panama en 1989).

À la fin de la Première Guerre mondiale, l'Europe est ruinée et les États-Unis en sont le créancier. Sans l'avoir cherché, ils terminent la Seconde Guerre mondiale en position de première puissance politique et militaire. Depuis la seconde moitié du XX^e siècle, l'architecture du monde est essentiellement déterminée par les États-Unis, champions de la démocratie, du marché et de la libre entreprise. La guerre froide, malgré un revers politique au Vietnam, se termine par une écrasante victoire. La déliquescence de l'URSS, seul rival majeur, rend possible la guerre d'Irak (1991), menée par une coalition dans laquelle on trouve l'Arabie saoudite et l'Égypte et qui affaiblit le régime de Saddam Hussein. Celui-ci ne dispose plus de son espace aérien, ni du contrôle d'une partie de son territoire (Kurdistan d'Irak).

L'endiguement de l'ex-Union soviétique fait place à un reflux de celle-ci aux frontières de la Russie, notamment grâce aux révolutions de couleur en Géorgie et en Ukraine. L'extension de l'Otan, instrument d'influence des États-Unis, est prestement menée et les candidatures ne manquent pas. Entre-temps, grâce à une politique d'immigration dynamique, reprise à nouveau à partir du milieu des années 1960, les États-Unis passent en un siècle de 80 à 300 millions d'habitants. Presque un quadruplement. La France, le pays d'Europe traditionnellement le plus ouvert à l'immigration, progresse d'un tiers durant la même période.

Le triomphe de ceux, tels les néoconservateurs, qui veulent, dès 1997, que l'hégémonie américaine soit la plus large possible, est favorisé par l'intense choc du 11 septembre 2001. Après l'expédition punitive en Afghanistan, la guerre de choix en Irak, préparée dès 2002, mobilise tous les moyens des États-Unis en vue d'un remodelage du Grand Moyen-Orient. Ce projet se solde par un fiasco. De l'Irak à l'Afghanistan, les initiatives de l'ère de G.W. Bush ont été menées de façon inepte. L'*hubris*, en politique étrangère, s'est accompagnée, aux États-Unis, d'une dérégulation de plus en plus poussée, encouragée par un « fondamentalisme du marché » qui a contribué à la crise financière et économique actuelle.

L'élection de Barack Obama rappelle que les États-Unis restent une extraordinaire démocratie. (...) Les États-Unis sont la seule puissance globale et sont assurés de le rester pour la durée prévisible. Mais ils ont découvert, sous la présidence de G.W. Bush, qu'ils n'étaient pas omnipotents. (...) Cette mutation, d'une durée difficile à déterminer, se situe dans le cadre d'une compétition multipolaire où les États-Unis vont s'efforcer de rester meneurs de jeu.

Conclusion

Les médias qui nous informent et nous conditionnent reflètent-ils l'importance des mutations en cours ? Pour l'essentiel, ils répercutent les informations quotidiennes les plus violentes, l'idéologie implicite d'un système et une persuasion subtilement diffusée. le

message répété finit par passer pour vérité. La « guerre globale contre le terrorisme », qui n'a existé que comme slogan et comme masque, est un exemple récent du succès de la persuasion de masse qu'on appelle maintenant « stratégie de communication ».

La population mondiale passait de 950 millions en 1800 à 1,6 milliard en 1900, 2,5 milliards en 1950, 6 milliards en 2000 et devrait avoisiner 8 milliards en 2025. Et peut-être plafonner autour de 9 milliards en 2050. La proportion des Européens (Russes compris) et des Nord-Américains, qui était de 33% en 1900, est de 17% en 2000 et devrait être de 12% dans quinze ans (2025).

La conséquence majeure de la relative stagnation ou du faible développement d'une population réside dans son vieillissement. Cela est particulièrement sensible en Europe et au Japon. (...) L'arc des États, de l'Empire ottoman au Maroc, totalisait en 1900 environ 35 millions d'habitants ; aujourd'hui plus de 270 millions. La très forte progression démographique du Sud se produit entre 1950 et 1985.

Le concept de guerre « zéro mort » fait son apparition dans les années 1990. La guerre aérienne paraît fournir la solution pour minimiser les pertes en Irak (1991) où les Occidentaux perdent une centaine d'hommes, ou en Bosnie (1991) où les États-Unis n'en perdent aucun. L'expédition punitive d'Afghanistan à la fin de 2001 coûtera une vingtaine de morts et sera sous-traitée par l'Alliance du Nord (Tadjiks, Hazaras et Ouzbeks) et au Sud par des mercenaires pachtoums.

Lors de la première guerre contre l'Irak (1991), tandis que les Américains perdent quelques dizaines d'hommes, les pertes militaires irakiennes ne sont pas rendues publiques par le Pentagone. C'est une première dans la longue histoire des batailles. La disproportion des pertes est telle que leur divulgation choquerait les opinions publiques occidentales. la dimension sociale de la stratégie se révèle plus importante que les innovations technologiques de ce que l'on dénomme, à l'époque, « révolution dans les affaires militaires » (RMA).

L'ère dans laquelle nous avons vécu jusqu'à celle de la récente crise financière et surtout économique (2008) est marquée par une césure capitale, infiniment plus importante que celle du 11 septembre 2001 : celle de l'effondrement du système communiste européen et du dépérissement de l'Union soviétique (1989-1991). Ces événements ont été précédés par l'opposition ouverte de la Pologne (Solidarnosc), l'agitation nationaliste en URSS (pays Baltes, Caucase dès 1988) et les affrontements communautaires en Yougoslavie. la crise, en Yougoslavie, s'est rapidement transformée en guerre civile. Celle-ci a illustré l'impotence de l'Europe (à l'époque, celle des douze, puis des quinze).

La Yougoslavie, d'abord formée comme royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, est constituée de deux débris d'empires : au nord, celui des Habsbourg, au sud, celui des Ottomans, avec un Nord catholique (Slovénie, Croatie) et un Sud orthodoxe (Serbie, Monténégro, Macédoine), conséquence du schisme de l'Église (1054). La longue occupation ottomane y laisse également des traces religieuses, en Bosnie, en Macédoine et au Kosovo. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, un État croate – qui comprend la Bosnie-Herzégovine –, devient l'allié de l'Allemagne nazie. Des Serbes y seront massacrés en masse.

Le pouvoir est pris en 1945 par les communistes, dirigés par Tito, un Croate, sur une base de classes et non d'antagonismes nationaux. trois ans plus tard, Tito rompt avec Staline qui prétendait régenter la Yougoslavie comme les autres États communistes d'Europe. La

Yougoslavie, indépendante à l'égard des blocs et cherchant à promouvoir le non-alignement (1961), doit beaucoup au charisme de Tito comme unificateur, malgré les écarts de développement et de productivité entre le Nord (particulièrement la Slovénie) et le Sud.

La suppression de l'autonomie du Kosovo par la Serbie (1989), à l'heure où s'effondre le système communiste européen, est le premier signe du réveil des nationalismes agressifs, en premier lieu celui des Serbes. L'Europe se révèle impuissante à stopper un conflit nourri de rancunes historiques qui retrouve l'âpreté des guerres balkaniques du début du siècle (1911-1912). Les combats majeurs se déroulent en Bosnie, surtout entre Croates –entraînés par les Américains – et Serbes, à peu près sur le *Militärgrenze* (frontière militaire : Krajina) qui séparait jadis les deux Empires autrichien et ottoman. En 1993 et 1999, ce sont les États-Unis qui interviennent pour obliger les Serbes à un compromis sur la Bosnie, puis sur le Kosovo. L'Europe mesure chaque fois son impotence militaire. La proclamation de l'indépendance du Kosovo (2007), non entérinée par plusieurs États européens (Espagne, Grèce), se fait malgré l'opposition de la Russie qui considère la Serbie comme une alliée. La leçon ne sera pas perdue, l'année suivante, lors du conflit en Géorgie. L'Abkhazie et l'Ossétie sont proclamées indépendantes. En 2009, le Kosovo entre sans fanfare dans l'Otan, en même temps que la Croatie.

L'Europe, qui n'a, après la disparition de l'Union soviétique, à peu près rien fait, alors que la situation qui a créé la guerre froide vient de radicalement changer, démontre son incurie politique et militaire et sa division. Rien ne pourra stopper le conflit et c'est de manière unilatérale (par l'intervention de la CDU allemande) que la Slovénie et la Croatie (catholique) deviennent indépendantes. L'élargissement de l'Europe et l'extension de l'Otan sont davantage le fait de Washington que des (quinze) États européens eux-mêmes.

Ce qui caractérise par-dessus tout l'Europe est la perte du sens des rapports de force. Ce havre de paix et de prospérité (comparé au reste du monde), longtemps protégé par le parapluie américain, apparaît comme dénué de volonté politique. La tragédie elle-même est devenue virtuelle. Mieux protégée que jamais et jouissant d'une sécurité qu'aucune des générations précédentes n'a connue, l'Europe (occidentale) est d'une extrême fragilité psychologique. C'est avec la plus grande timidité que sont désignés un président et un ministre des Affaires étrangères, ce qui reflète l'absence de consensus politique, sinon sur des principes généraux. Sur le plan militaire, la force d'intervention commune, dont il est discuté depuis plusieurs années, reste une coquille vide, dans la mesure où n'a jamais émergé aucune volonté commune. Sinon conjoncturellement entre la France et la Grande-Bretagne en Libye.

Nous sommes dans une Europe à la carte. Sur vingt-sept États actuels, vingt-deux font partie de l'Otan (qui comprend cependant des États comme la Croatie, le Kosovo ou la Turquie qui ne font pas partie de l'Union), seize pays sur vingt-sept ont adopté l'euro (mais pas la Grande-Bretagne, la Suède et le Danemark). La crise de l'euro ne paraît devoir être résolue que par une difficile décision de déboucher sur des structures plus fédératives.

Après la guerre froide, on peut constater que l'endiguement de l'ex-URSS est en fait remplacé par un refoulement (*roll back*). Les États qui ont appartenu au pacte de Varsovie deviennent membres de l'Otan (l'épicentre de l'Europe, sur le plan géopolitique, se déplace vers Berlin), rejoints par les pays baltes que l'Union soviétique avait injustement englobés au lendemain de la seconde Guerre mondiale. En 2001, les États-Unis se retirent unilatéralement du Traité des missiles antibalistiques (*Anti-Ballistic Missile Treaty*). Le projet de l'oléoduc

Baku-Tbilissi-Ceyhan (Turquie), hautement politique, prend corps. Les États-Unis mènent en Europe une diplomatie couronnée de succès.

En marge d'une politique conduite à grand bruit et de décevants résultats au « Grand Moyen-Orient », les États-Unis, de façon feutrée, menaient sans fanfare des « révolutions de couleur » qui cherchent à ramener l'ex-Union soviétique aux frontières de la Russie : révolution « des roses » en Géorgie (2003), « orange » en Ukraine (2004), « des tulipes » au Kirghizistan (2005), etc. Pilotées par des organisations qui ne sont non gouvernementales que de sigle, dotées de moyens financiers, appuyées par des fondations américaines, tant démocrates que républicaines, elles visent à disputer à la Russie son « proche étranger ».

Organiser les étudiants, contacter les groupes ou courants d'opinions mécontents, utiliser toute possibilité d'ouverture médiatique pour critiquer un régime souvent corrompu, impopulaire et non démocratique, telle est la technique qui débouche sur les grandes manifestations pacifiques de protestation. Expérimentée en Serbie, elle porte ses fruits en Géorgie, de façon plus nuancée en Ukraine et beaucoup plus incertaine au Kirghizistan. Elle échoue devant la violence de l'État en Ouzbékistan (2005), et plus récemment, en Arménie (2008).

Le terrorisme : portée et limites. Le terrorisme, en tant que technique isolée, est une forme violente de la guerre psychologique mais, par lui-même, sans appui organisé de masse, ne modifie pas un statu quo politique. Il oblige à une mobilisation policière et l'État doit s'adapter. Largement médiatisé et diffusant beaucoup d'angoisse, le terrorisme ponctuel produit des résultats physiques limités. Cela ne concerne pas les théâtres de guerre (Irak, Afghanistan, Tchétchénie, Cachemire, Sri Lanka, etc.) dont les victimes sont ajoutées à celles des attentats ponctuels, à l'échelle internationale, dans les bilans annuels établis par le département d'État sous l'administration G.W. Bush. Ceux-ci signalaient 15 000 attentats environ pour l'année 2006 !

Le total des victimes d'attentats ponctuels pour la période 2001-2009 se chiffre à moins de 10 000, à l'échelle mondiale. Ce bilan comprend les 191 morts de Madrid (2004) et les 56 morts de Londres (2005) qui sont, jusqu'à présent, les seuls attentats djihadistes en Occident. Aucun régime musulman « impie » n'a été déstabilisé. Pis, aucun djihad de masse n'a pu être suscité. Le ressentiment, parmi les musulmans, s'est en partie nourri de la rhétorique et de l'agressivité de l'ère personnifiée par G.W. Bush et, entre autres, de la perpétuation du conflit israélo-palestinien, avivé par l'incursion israélienne à Gaza (2008). (...) La psychose relayée par les médias tend à surestimer lourdement la menace.

La crise actuelle, en somme, partie il y a trente ans de l'Afghanistan et du Pakistan qui est son terreau, y revient depuis quelques années en force, et ceux qu'on dénommait hier encore « terroristes » mènent de toute évidence une guerre irrégulière d'envergure (actions de guérilla, terrorisme, sabotage) qui pose de sérieux problèmes à leurs adversaires.

Pour un bilan critique. Nous avons vécu une ère qui a commencé avec l'accession au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny en Iran. Ce fut aussi l'année du second choc pétrolier et de l'intervention soviétique en Afghanistan. De façon plus discrète, c'est également en 1979 que le changement de cap économique est amorcé en Chine par Deng Xiaoping. Ce sont là quatre événements d'importance inégale, dont les conséquences ne sont pas épuisées trente ans plus tard. C'est aussi durant cette période que s'imposa l'Internet et qu'une révolution des communications commença.

Depuis cette époque (...), un évènement central modifia de façon radicale la géopolitique mondiale : l'effondrement de l'Union soviétique, après celui du communisme en Europe centrale et danubienne. L'endiguement de l'URSS fit bientôt place au refoulement. Les États-Unis étaient désormais l'unique puissance globale et continuaient activement leur avancée en matière de technologie militaire. Au cours des dernières décennies, la Chine passait la deuxième place sur le plan économique et occupait, du point de vue financier, une place dominante. Le Japon, longtemps considéré comme le seul membre asiatique du club des États industrialisés, était dès lors surclassé, comme numéro deux mondial, par la Chine, tandis que l'Inde se développait rapidement.

Comparé à l'importance politique de la chute de l'Union soviétique et à la montée économique de l'Asie orientale, le 11 septembre 2001, suivi par la « guerre globale contre le terrorisme », tout comme le phénomène du djihad, doivent être ramenés à leur juste proportion. Cette « guerre globale » a surtout existé dans la rhétorique utilisée par G.W. Bush, particulièrement au cours de son premier mandat, afin de justifier l'intervention en Irak et de manipuler les opinions publiques, au premier chef celle des États-Unis. Quant au djihadisme, il ne peut, quoi qu'il arrive dans l'avenir, modifier le statu quo mondial.

L'élection de Barack Obama est en elle-même un évènement important. Elle redonne à l'Amérique, symboliquement, cette « virginité historique perpétuellement renouvelée » (Stanley Hoffmann) qui la rend si spécifique. La nouvelle administration a une rhétorique et une approche très différentes de la précédente dans les relations internationales, qui donne des États-Unis une autre image.

Nous ignorons encore l'ampleur des effets des évènements majeurs de la période actuelle : la crise financière et économique est due, entre autres, à une dérégulation sans frein et à un « fondamentalisme du marché », et le fait que les problèmes écologiques longtemps négligés ou sous-estimés (les États-Unis refusaient en 1999 de s'associer au protocole de Kyoto) paraissent recevoir un début d'engagements pour réduire les émissions de gaz à effets de serre.

L'intervention soviétique en Afghanistan, il y a trente ans, permettait aux États-Unis, au Pakistan et à l'Arabie saoudite, chacun avec des objectifs différents, de contribuer à l'échec soviétique. Les États-Unis trouvaient là une occasion d'infliger aux Russes ce dont ils avaient souffert au Vietnam. Le Pakistan percevait l'Afghanistan comme une carte stratégique renforçant sa sécurité face à l'Inde. L'Arabie saoudite participait financièrement au djihad en tant que champion du sunnisme (bien que wahhabite), en marquant en même temps son opposition militante au chiisme.

L'Arabie saoudite a favorisé, depuis les lendemains de la première crise pétrolière (1973), le terreau sur lequel l'islamisme militant a pris racine. Elle a fourni les fonds et la formation pour les madrasa militantes. L'influence des wahhabites fut présente dès l'indépendance des États d'Asie centrale. Leur propagande a été active du Nigeria à l'Indonésie. Tout en menant cette politique, leur sécurité d'État pétrolier coopératif était garantie par les États-Unis. Le 11 septembre, zénith du terrorisme classique, fut l'effet boomerang du phénomène djihadiste que les États-Unis avaient activement encouragé en Afghanistan jusqu'en 1989, date à laquelle ils avaient arrêté de s'intéresser à ce pays. (...) Le Pakistan est aujourd'hui l'épicentre de la crise régionale dans laquelle sont impliqués, à des

degrés variables, l'Afghanistan, les États-Unis, l'Otan, l'Iran, l'Inde et la Russie. Rien ne peut être réglé en Afghanistan si le Pakistan reste un sanctuaire et assure la logistique des insurgés.

Le projet des néoconservateurs, de la vice-présidence, du Pentagone et de G.W. Bush était de remodeler le Grand Moyen-Orient conformément aux intérêts américains et de son plus proche allié, Israël. Ce projet, engagé en Irak de façon inepte est, pour l'essentiel, un fiasco. La guerre de choix que fut celle d'Irak a coûté cher aux États-Unis pour des résultats incertains. La montée au pouvoir des chiites a profité indirectement à l'Iran. En Afghanistan, la réorganisation stratégique mise en place par la nouvelle administration arrive avec sept ans de retard. Le vide et le temps ont été activement utilisés par les talibans et autres groupes insurrectionnels (Haqqani, Gulbuddin) pour créer, en usant de persuasion et de coercition, une infrastructure politico-militaire. Surtout, dans le vide administratif rural, ce sont les talibans, dans une langue et une culture commune en région pashtoune, qui rendent la justice, ce qui est capital.

La nouvelle sensibilité occidentale, particulièrement chez les Européens, bride les moyens requis pour ce type de conflit. Aurait-on imaginé, il y a un demi-siècle, Charles de Gaulle obligé de se rendre en Algérie parce que la France y aurait perdu dix hommes lors d'une embuscade ? Ce constat ne concerne pas les chefs d'État, mais les opinions publiques. L'adversaire, auquel cette mentalité post-héroïque est étrangère et méprisante, sait qu'il faut multiplier les pertes chez les soldats de la coalition et durer, en consentant à en payer le prix. Tout sens du tragique de l'histoire semble évacué en Occident par des populations toujours plus angoissées et psychologiquement fragiles.

La déstabilisation et la chute du régime syrien sont activement recherchées par la Ligue arabe, menées avec l'appui des États-Unis et de la France, par le Qatar et l'Arabie saoudite. Il s'agit, malgré les réticences de la Russie et de la Chine, d'affaiblir l'Iran et les chiites, ce qui inquiète l'Irak et le Hezbollah.

La crise économique, qui débute officiellement en septembre 2008 et qui va durer, constitue une véritable rupture et devrait déboucher sur des réaménagements de fond, sous peine d'avoir des effets encore plus désastreux. Sans doute assistons-nous à l'amenuisement de la suprématie des États-Unis sur l'économie mondiale, mais ce qui s'esquisse sous nos yeux, au-delà du brouillard de la crise, annonce le début de la fin de l'hégémonie absolue exercée par l'Occident depuis quelque trois siècles.